

RAPPORT Annuel

*Agence de Développement
de l'Union Africaine - NEPAD*

2022

© African Union Development Agency - NEPAD
230 15th Road, Midrand, Johannesburg, South Africa

Tel : +27-11 256 3600
Email : info@nepad.org
Web : www.nepad.org

Twitter@Nepad_agency
#TheAfricaWeWant

ISBN: 978-1-7764191-8-0

Décembre 2022

Ce travail est le fruit des efforts du personnel de l'Agence de Développement de l'Union Africaine - NEPAD ainsi que des contributions externes. Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce travail ne reflètent pas nécessairement les vues de l'AUDA-NEPAD. Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'AUDA-NEPAD aucune prise de position quant au statut juridique ou à l'état de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Citation recommandée:

African Union Development Agency - NEPAD. 2022. AUDA-NEPAD Annual Report 2022. AUDA-NEPAD, Midrand, South Africa.

Sommaire

Avant-propos	iv
Acronymes	v
Aspirations et objectifs de l'Agenda 2063.....	vi
Rapport annuel 2022.....	viii
À propos de l'AUDA-NEPAD.....	ix
Comment fonctionne l'AUDA-NEPAD.....	x
Gouvernance de l'AUDA-NEPAD	xi
Quels sont les progrès accomplis dans la réalisation de l'Agenda 2063 ?.....	2
Evaluation de la première décennie de l'Agenda 2063 – Réalisations de l'AUDA-NEPAD	4
Contributions de l'AUDA-NEPAD en 2022 à la première décennie de l'Agenda 2063	6
Empreinte de l'AUDA-NEPAD dans les 55 États membres de l'UA.....	6
Points forts de 2022	7
Croissance économique et emplois	8
Systèmes de santé.....	24
Systèmes alimentaires	33
Engagements avec les chefs d'État et les dirigeants africains	41
Partenariats et mobilisation des ressources	44
Aperçu des partenariats et des alliances.....	45
Repenser la coopération au développement et les partenariats internationaux	48
Amélioration institutionnelle vers l'excellence opérationnelle.....	50
Sensibilisation aux médias sociaux	51
Domaines d'intervention stratégiques 2023 - 2024.....	52

Avant-propos

de la Secrétaire Exécutive

La pandémie de la COVID-19 a fait régresser la convergence économique de l'Afrique avec l'économie mondiale. La croissance économique de l'Afrique devrait décélérer à 4,1 % en 2022 et 2023, soit 8 points de pourcentage de moins que le taux de croissance du reste du monde. Sur tout le Continent, nous avons constaté une augmentation de la vulnérabilité économique avec une augmentation de la dette publique, des pressions inflationnistes et un resserrement des politiques monétaires. Dans ce contexte, les États Membres continuent de faire face à des défis socio-économiques complexes. Au cours des deux dernières années, plus de 59 millions d'Africains ont basculé dans l'extrême pauvreté. En outre, au moins un Africain sur cinq se couche le ventre vide, et on estime que 140 millions de personnes en Afrique sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë. Ces statistiques reflètent non seulement la gravité des défis socio-économiques auxquels sont confrontés les États Membres, mais, surtout mettent en évidence que les acteurs locaux, les décideurs politiques, les Organismes Régionaux, les institutions de développement et l'AUDA-NEPAD doivent intensifier leurs efforts pour répondre aux crises socio-économiques actuelles, se préparer aux défis futurs, réduire la vulnérabilité et renforcer la résilience dans toutes les franges de la société.

Lorsque j'ai pris mes fonctions de Secrétaire Exécutive de l'Agence de Développement de l'Union Africaine-NEPAD (AUDA-NEPAD) le 1er mai 2022, j'ai été confrontée à la question de savoir comment l'Agence allait relever ces défis et contribuer au développement du continent. Notre réponse, au niveau de l'ensemble du système, a été de renforcer la capacité technique et financière de l'Agence. Cela vise à adopter une approche intégrée du développement, redéfinir et adopter une stratégie plus flexible pour nous assurer que nous exécutons pleinement notre mandat, que nous avons un impact inclusif et transformateur centré sur les personnes et que nous assurons la promotion de la mise en œuvre de l'Agenda 2063.

À cette fin, en 2022, l'Agence a ajusté ses programmes et notre budget pour répondre aux besoins et priorités émergents, notamment les perturbations et les chocs provoqués par la pandémie de la COVID-19, les tensions géopolitiques sur le continent, le conflit en cours entre la Russie et l'Ukraine et les impacts du changement climatique. Ce processus a abouti à une redéfinition stratégique des priorités et à une concentration intentionnelle sur des résultats transformationnels dans trois domaines tenant compte des objectifs de l'Afrique en matière de développement socio-économique durable par le biais d'une industrialisation rapide dans le cadre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf). Ceci inclut notamment:

(i) Les systèmes de santé - en mettant l'accent sur le renforcement des capacités dans les secteurs pharmaceutique et manufacturier et en améliorant l'accès aux services de soins de santé essentiels ; (ii) la croissance économique et la création d'emplois par des interventions visant à renforcer le développement des infrastructures, le commerce et les marchés et les innovations favorisant la productivité, et (iii) les systèmes alimentaires, visant à accroître les productivités agricole et alimentaire pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le présent rapport annuel met en lumière certaines des principales réalisations de l'AUDA-NEPAD dans ces domaines.

Dans le cadre de ces initiatives, l'AUDA-NEPAD a développé et initié la mise en œuvre d'interventions innovantes et adaptées localement. L'AUDA-NEPAD et la CUA, ont mis en place un outil de contrôle pour suivre les progrès significatifs réalisés au niveau de tous les objectifs, domaines prioritaires et cibles avant de procéder à l'initiation du Deuxième Rapport Continental sur la mise en œuvre de

l'Agenda 2063. En outre, l'AUDA-NEPAD et la CUA, se sont lancés dans l'évaluation du Premier Plan Décennal de mise en œuvre et dans la préparation du Plan Décennal suivant de l'Agenda 2063 - un processus également baptisé "Projet Spécial". Ces interventions nous aideront à mieux nous préparer et à renforcer les capacités nécessaires pour répondre aux défis actuels et aux besoins futurs des États Membres en vue de réaliser "L'Afrique que nous voulons". Nous avons également lancé l'initiative AUDA-NEPAD Energize Africa qui vise notamment à catalyser et à tirer profit du potentiel, de la créativité et de la capacité d'innovation des jeunes dans la croissance économique et le développement de l'Afrique. L'objectif étant d'élargir les opportunités de revenus pour les jeunes par la création d'emplois, la stimulation des innovations et d'un entrepreneuriat dynamiques contribuant à une industrialisation rapide du Continent. L'AUDA-NEPAD a déjà rallié un nombre important de parties prenantes et de partenaires derrière Energize Africa. L'initiative pluriannuelle et multipartenaires sert de programme phare catalyseur de l'AUDA-NEPAD pour la réalisation de l'Agenda 2063.

Par ailleurs, dans sa quête d'excellence opérationnelle, l'AUDA-NEPAD a amélioré ses procédures de travail grâce au déploiement de solutions numériques. Cela a permis à l'AUDA-NEPAD de mettre en œuvre un modèle opérationnel dynamique pour devenir une Organisation plus dynamique et plus efficace.

Grâce au programme de transformation numérique, l'Agence a entrepris avec succès une évaluation complète des capacités du pilier IX de l'UE dans les domaines des contrôles internes, de la comptabilité, des audits externes, de la gestion du cycle des subventions, de la passation de marchés, de l'exclusion de l'accès au financement, de la publication d'informations sur les bénéficiaires et de la protection des données personnelles. Alors que l'Agence progresse dans l'accélération et l'intensification de ses interventions, le modèle de prestation de l'AUDA-NEPAD sera amélioré, et une structure organisationnelle adaptée sera définie et dotée des compétences requises.

Je tiens surtout à exprimer ma profonde gratitude aux Chefs d'État et de Gouvernement, aux Membres du Comité de Pilotage de l'AUDA-NEPAD et à la Commission de l'Union Africaine pour le soutien considérable dont j'ai bénéficié depuis ma nomination. Je suis sincèrement sensible au soutien et à la confiance indéfectibles de S.E. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda et Président du Comité d'Orientation des Chefs d'État et de Gouvernement de l'AUDA-NEPAD (HSGOC), S.E. Moussa Faki Mahamat, Président de la Commission de l'Union Africaine (CUA), tous les Commissaires de la CUA, et les Chefs Exécutifs des Communautés Economiques Régionales (CER). En outre, j'exprime ma reconnaissance au personnel de l'AUDA-NEPAD et à nos Partenaires au Développement. Nous avons atteint les étapes importantes soulignées dans ce rapport grâce à votre engagement et vos efforts.

Enfin, en regardant vers 2023, l'Agence entend le faire en devançant les complexités du développement de l'Afrique, il faut faire un bond en avant vers des opportunités nouvelles et inexplorées. Nous avons l'intention d'y parvenir en continuant à forger des relations de travail dynamiques et productives avec les États Membres et toutes les parties prenantes et partenaires de l'Afrique à travers des approches collectives et inclusives.

S.E. Nardos Bekele-Thomas

Secrétaire Exécutive
AUDA-NEPAD



Acronymes

ABNE	Réseau africain d'expertise en biosécurité	MOU	Protocole d'accord
AFR100	Initiative pour la restauration des paysages forestiers africains	MSME	Micro, petites et moyennes entreprises
AIDA	Développement industriel accéléré de l'Afrique	OSBP	Postes-frontières à guichet unique
ALM	Réunion des dirigeants en Afrique	PAVM	Partenariat pour la fabrication de vaccins en Afrique
AMA	Agence africaine du médicament	PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
AMRH	Harmonisation de la réglementation des médicaments en Afrique	PIDA	Programme pour le développement des infrastructures en Afrique
ASPYEE	Portail africain des compétences pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes	PND	Plans nationaux de développement
AU-3S	Africa Union Smart Safety Surveillance (Programme de surveillance intelligente de la sécurité de l'Union africaine)	PNIA	Plan National d'investissement Agricole
AUDA-NEPAD	Agence de développement de l'Union africaine-NEPAD	PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
BAfD	Banque africaine de développement	PQL	Label qualité du Programme pour le développement des infrastructures en Afrique
CAE	Communauté d'Afrique de l'Est	R&D	Recherche et développement
CARI	Coalition pour la recherche et l'innovation en Afrique	SAATM	Marché unique du transport aérien africain
CEA	Commission économique des Nations unies pour l'Afrique	SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	SDM	Mécanisme de prestation de services
CER	Communauté économique régionale	SIFA	Initiative compétences pour l'Afrique
CESA	Stratégie d'éducation continentale pour l'Afrique	STEM	Sciences, technologies, ingénierie et mathématiques
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe	STISA-2024	Stratégie pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique 2024
CRP	Comité des représentants personnels des Chefs d'État africains	TLS	Système de feux de circulation
CUA	Commission de l'Union africaine	UA	Union africaine
FTYIP	Premier plan décennal de mise en œuvre	UNFSS	Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires
HSGOC	Comité d'orientation des chefs d'État et de gouvernement	UNOSAA	Bureau du conseiller spécial pour l'Afrique des Nations unies
IFNA	Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique		
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement		
IVM	Gestion intégrée des vecteurs		

Aspirations et objectifs de l'Agenda 2063



Aspiration 1

Une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable



Aspiration 2

Un continent intégré, uni sur le plan politique et ancré dans les idéaux du Panafricanisme et la vision de la Renaissance africaine



Aspiration 3

Une Afrique de bonne gouvernance, de démocratie, de respect des droits de l'homme, de justice et d'état de droit



Aspiration 4

Une Afrique vivant dans la paix et dans la sécurité



Aspiration 5

Une Afrique dotée d'une forte identité culturelle, d'un patrimoine commun, et de valeurs et d'éthique partagées



Aspiration 6

Une Afrique dont le développement est axé sur les populations, qui s'appuie sur le potentiel de ses populations, notamment celles des femmes et des jeunes, qui se soucie du bien-être des enfants



Aspiration 7

Une Afrique qui agit en tant qu'acteur et partenaire fort, uni et influent sur la scène mondiale



OBJECTIF 1

Objectif 1

Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous



OBJECTIF 2

Objectif 2

Les citoyens sont bien formés et suffisamment qualifiés ayant pour support la science, la technologie et l'innovation



OBJECTIF 3

Objectif 3

Des citoyens en bonne santé et bien nourris



OBJECTIF 4

Objectif 4

Les Économies transformées et création d'emplois



OBJECTIF 5

Objectif 5

Une agriculture moderne pour une productivité et une production accrues



OBJECTIF 6

Objectif 6

Une économie bleue / océanique pour une croissance économique accélérée



OBJECTIF 7

Objectif 7

Les économies et les communautés sont durables sur le plan environnemental et résilientes au climat



OBJECTIF 8

Objectif 8

Une Afrique unie (fédérale ou confédérée)



OBJECTIF 9

Objectif 9

Les institutions financières et monétaires continentales sont établies et fonctionnent



OBJECTIF 10

Objectif 10

Des infrastructures de classe internationale sur tout le continent



OBJECTIF 11

Objectif 11

Les valeurs, les pratiques démocratiques, les principes universels des droits de l'homme, de la justice et de l'état de droit sont pleinement ancrés



OBJECTIF 12

Objectif 12

Des institutions capables et un leadership transformateur en place à tous les niveaux



OBJECTIF 13

Objectif 13

La paix, la sécurité et la stabilité sont préservées



OBJECTIF 14

Objectif 14

Une Afrique stable et pacifique



OBJECTIF 15

Objectif 15

Une architecture africaine de paix et de sécurité pleinement fonctionnelle et opérationnelle



OBJECTIF 16

Objectif 16

La Renaissance culturelle africaine est prépondérante



OBJECTIF 17

Objectif 17

Égalité complète entre les hommes et les femmes dans toutes les sphères de la vie



OBJECTIF 18

Objectif 18

Une jeunesse engagée et responsabilisée



OBJECTIF 19

Objectif 19

L'Afrique est un partenaire majeur dans les affaires internationales et la coexistence pacifique



OBJECTIF 20

Objectif 20

L'Afrique prend la responsabilité pleine et entière du financement de son développement



Rapport annuel 2022

Le rapport annuel 2022 de l'AUDA-NEPAD est un document de référence. Il marque à la fois la fin d'une transition réussie de cinq ans de l'AUDA-NEPAD en une Agence de l'Union à part entière dans le cadre du processus de réforme institutionnelle de l'UA ; et le premier (1er) plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063. Au cours de l'année considérée, l'AUDA-NEPAD a mené des projets et initiatives régionaux qui ont eu un impact sur les conditions de vie dans 55 États Membres. Grâce à des partenariats avec la Commission de l'Union africaine (CUA), les Communautés économiques régionales (CER) d'Afrique et les principaux acteurs, institutions et organisations de développement aux niveaux national, régional, continental et mondial, l'AUDA-NEPAD a réalisé un impact tangible dans les domaines de la croissance économique et des emplois, des systèmes alimentaires et des systèmes de santé.

L'évolution des dynamiques de développement, les risques, les défis de financement et d'investissement auxquels est confrontée la transformation de l'Afrique ont continué à mettre l'Agence au défi d'innover de manière holistique et de réorganiser son orientation stratégique et son modèle de prestation. L'année 2022 a donc été marquée par la consolidation des mécanismes de coordination interfonctionnels et d'équipes nécessaires pour garantir l'utilisation et l'exploitation optimales des ressources financières, techniques, de réseaux et de processus dont dispose l'Agence.

À propos de l'AUDA-NEPAD

En juillet 2018, la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union africaine (UA), a approuvé, par la décision 691(XXXI), la réforme de l'Agence de Planification et de Coordination du Développement du Nouveau Partenariat pour l'Afrique (NPCA), qui devient l'Agence de Développement de l'Union Africaine-NEPAD (AUDA-NEPAD). En tant que toute première Agence Continentale technique et de développement de l'UA, l'AUDA-NEPAD vise à accélérer la mise en œuvre du cadre de développement de l'Afrique sur 50 ans - l'Agenda 2063 - pour une Afrique prospère, dirigée par ses citoyens et compétitive au niveau mondial. Le fondement de l'AUDA-NEPAD repose sur le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). Le NEPAD a été établi en tant que programme continental de renouveau et de développement de l'Afrique par le Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'OUA (aujourd'hui UA) en juillet 2001 à Lusaka, Zambie, et piloté par le Secrétariat du NEPAD de l'époque, basé à Midrand, en Afrique du Sud.

La vision du NEPAD représentait un engagement des dirigeants africains, fondé sur une vision commune et une conviction partagée, d'éradiquer la pauvreté et de favoriser la croissance économique et le développement durables de l'Afrique par la promotion de l'intégration régionale et continentale ; de mettre fin à la marginalisation de l'Afrique dans les processus mondiaux et de renforcer son intégration complète et bénéfique dans l'économie mondiale ; et d'accélérer l'autonomisation des groupes socialement défavorisés, tels que les femmes et les enfants. Prenant en compte les demandes en constante évolution et les complexités de l'Afrique au 21^{ème} siècle, ainsi que la nécessité de répondre pleinement aux besoins des pays, le Sommet de l'UA de 2010 (Assembly/AU/Dec.283(XIV)), a transformé le Secrétariat du NEPAD en Agence de planification et de coordination du NEPAD (Agence du NEPAD). Cela incluait un changement de mandat, l'Agence étant officiellement désignée comme l'agence d'appui à la mise en œuvre technique de l'UA et intégrée aux systèmes et processus de l'UA.

L'AUDA-NEPAD a donc subi une transition complète pour devenir l'Agence de Développement de l'UA afin de mener la mise en œuvre accélérée de l'Agenda 2063 et du deuxième (2^{ème}) Plan décennal à venir vers la réinvention de modèles axés sur l'innovation, centrés sur les personnes et inclusifs. L'approche s'appuie sur les principaux enseignements tirés de l'exécution des dix (10) premières années de l'Agenda 2063 tout en se préparant à faciliter systématiquement l'atténuation des risques par les États membres pour stabiliser la croissance inclusive. Dans le cadre des ambitions de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf) visant à positionner stratégiquement l'Afrique, le défi consiste désormais à favoriser rapidement la découverte et la valorisation des meilleures solutions et innovations africaines. Ainsi, l'Agence vise à consolider les efforts vers un processus critique qui trouve un équilibre pour aider simultanément à répondre aux demandes à court terme tout en poursuivant des objectifs à long terme par le biais de l'industrialisation en vue de stimuler la transformation socio-économique.



Juillet 2001

Les Chefs d'État et de Gouvernement Africains adoptent le NEPAD lors de la 37^{ème} Conférence de l'OUA à Lusaka, Zambie



Juillet 2002

- L'Union Africaine - successeur de l'OUA - approuve le NEPAD en tant que programme de l'UA.
- Le Secrétariat du NEPAD est créé pour coordonner la mise en œuvre des programmes et projets du NEPAD



Février 2010

L'Agence de Planification et de Coordination du NEPAD (Agence du NEPAD) est établie comme un résultat de l'intégration du NEPAD dans les structures et processus de l'UA

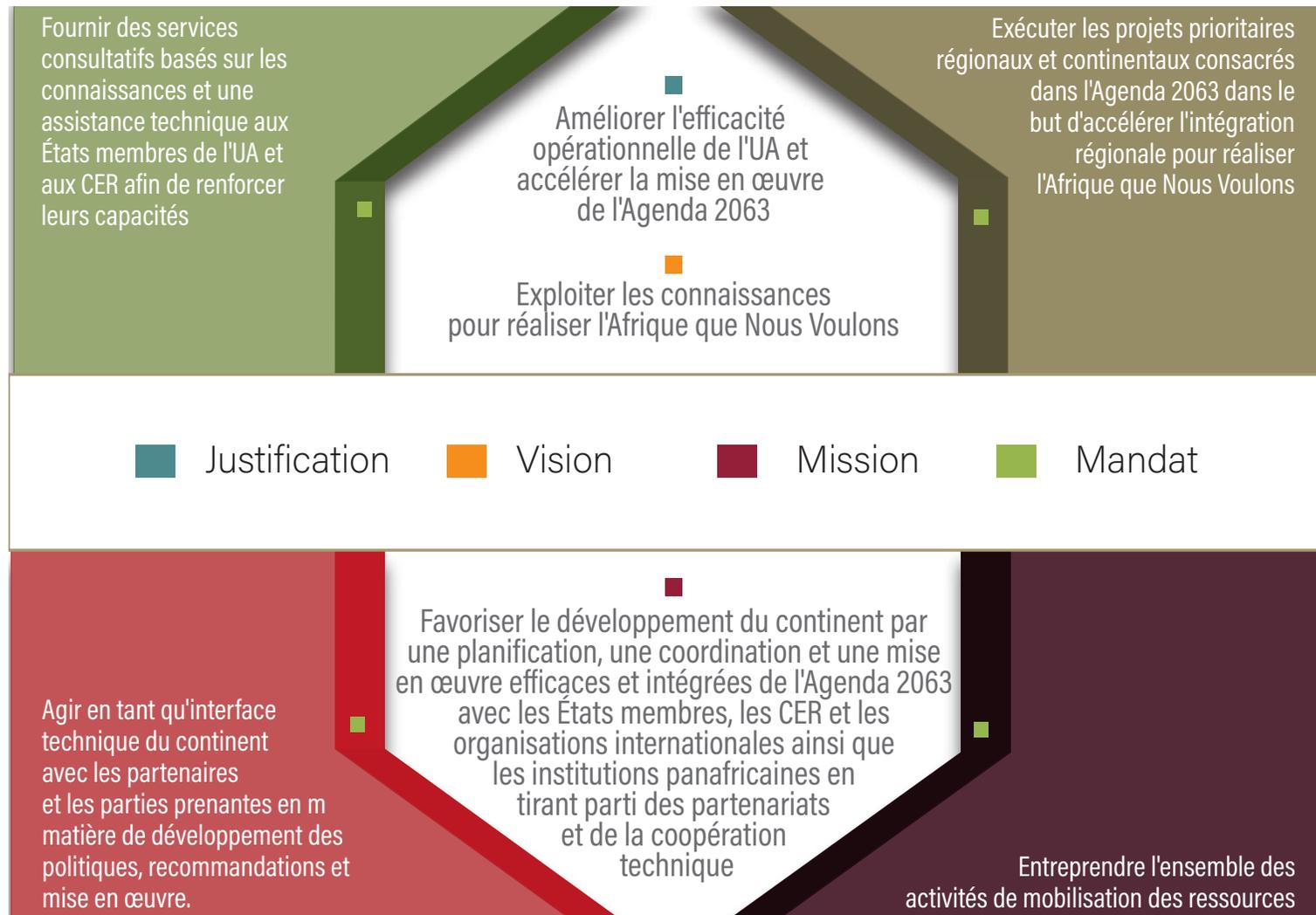


Janvier 2018

Les Chefs d'État et de Gouvernement Africains prennent la décision de transformer l'agence du NEPAD en la première Agence de Développement de l'Union Africaine - l'AUDA-NEPAD - pour piloter la mise en œuvre de l'Agenda 2063

Comment fonctionne l'AUDA-NEPAD

L'AUDA-NEPAD est une agence de développement à part entière, principalement chargée de coordonner et d'exécuter les projets régionaux et continentaux prioritaires décrits dans l'Agenda 2063. L'Agence a pour mandat de mobiliser l'ensemble des ressources nécessaires à la mise en œuvre efficace des projets prioritaires et de fournir des services consultatifs basés sur les connaissances et une assistance technique aux États membres de l'UA et aux Communautés économiques régionales (CER). En outre, l'AUDA-NEPAD supervise et évalue la mise en œuvre des programmes et des projets et sert d'interface technique du continent pour l'élaboration des recommandations et la mise en œuvre des politiques avec les partenaires et les parties prenantes.



Gouvernance de l'AUDA-NEPAD

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine

Le Président du Comité d'Orientation des Chefs d'Etat et de Gouvernement (HSGOC) rend compte à la Conférence de l'Union Africaine des activités de l'AUDA-NEPAD et formule des recommandations de décisions pour examen et adoption.

Comité des Représentants Personnels des chefs d'Etat Africains (CRP)

Le Comité est composé des représentants personnels des Chefs d'Etat Africains et se réunit ordinairement environ quatre fois par an. Il fournit des orientations politiques et des conseils stratégiques à l'AUDA-NEPAD. Le Comité est composé de 15 Membres sur la base d'une répartition géographique convenue.

Le Comité d'Orientation des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'AUDA-NEPAD (HSGOC)

Sous-comité de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'AUDA-NEPAD composé des Chefs d'Etat des 25 États Membres et des Présidents des 8 CER, qui fournit un leadership politique et une orientation stratégique sur les questions prioritaires de l'Agenda 2063 et soumet ses recommandations à la Conférence plénière pour approbation. Le Président de la CUA participe également aux Sommets du HSGOC.

 Algérie	 Égypte	 Malawi	 Nigéria	 Togo	 CEN-SAD	 CEDEAO
 Bénin	 Équatorial Guinée	 Mali	 Rwanda	 Tunisie	 COMESA	 IGAD
 Cameroun	 Gabon	 Mauritanie	 Sénégal	 Ouganda	 CAE	 SADC
 Tchad	 Kenya	 Maurice	 Afrique du Sud	 Zambie	 CEEAC	 UMA
 République démocratique du Congo	 Lesotho	 Maroc	 Sudan	 Zimbabwe		

Le Comité de Pilotage de l'AUDA-NEPAD

L'Organe intermédiaire qui assure l'interface entre le HSGOC et l'AUDA-NEPAD, et qui supervise les activités de l'AUDA-NEPAD. Le Comité est composé des Représentants Personnels des Chefs d'Etat et de Gouvernement du HSGOC. En outre, des Représentants des huit CERs reconnues par l'UA, de la CUA, de la Banque Africaine de Développement (BAD), du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), du Bureau du Conseiller Spécial des Nations Unies pour l'Afrique (UNOSAA) et de la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) participent aux réunions du Comité directeur de l'AUDA-NEPAD en tant qu'observateurs.



Quels sont les progrès accomplis dans la réalisation de l'Agenda 2063 ?

L'Union africaine a continué à donner la priorité à la nécessité d'accélérer les efforts de transformation et de développement socio-économiques par le biais d'initiatives stratégiques continentales et régionales. L'Agenda 2063 vise à rapprocher le continent de "l'Afrique que Nous Voulons" - Une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène mondiale. Il s'agit du plan directeur du continent pour transformer l'Afrique en une puissance mondiale de l'avenir d'ici 50 ans. L'Agenda 2063 est ancré sur sept aspirations.

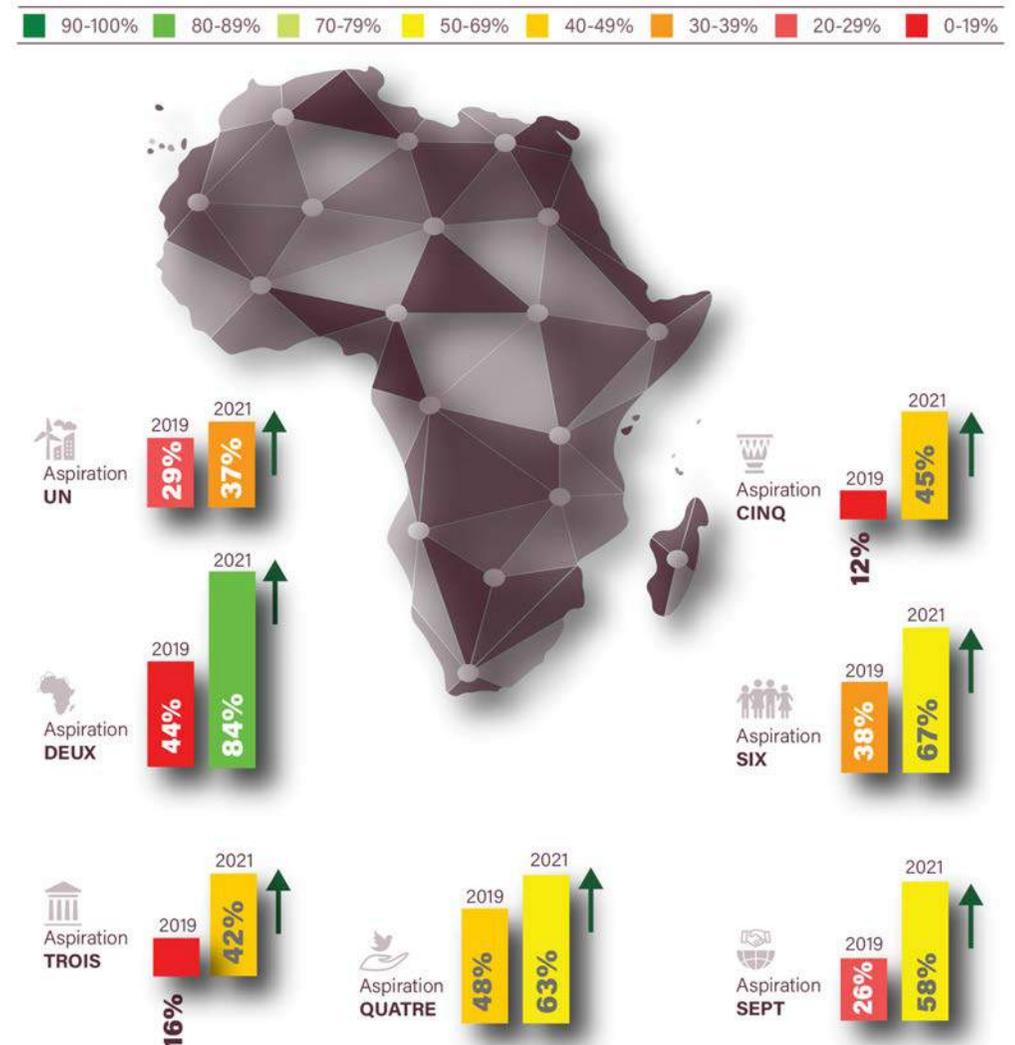
-  **Aspiration 1:** Une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable
-  **Aspiration 2:** Un continent intégré, uni sur le plan politique et ancré dans les idéaux du Panafricanisme et la vision de la Renaissance africaine
-  **Aspiration 3:** Une Afrique de la bonne gouvernance, du respect des droits de l'homme, de la justice et de l'État de droit
-  **Aspiration 4:** Une Afrique vivant dans la paix et dans la sécurité
-  **Aspiration 5:** Une Afrique dotée d'une forte identité culturelle, d'un patrimoine commun, et de valeurs et d'éthique partagées
-  **Aspiration 6:** Une Afrique dont le développement est axé sur les populations, qui s'appuie sur le potentiel de ses populations, notamment celles des femmes et des jeunes, qui se soucie du bien-être des enfants
-  **Aspiration 7:** Une Afrique qui agit en tant qu'acteur et partenaire fort, uni et influent sur la scène mondiale

Le plan de cinquante ans de l'Agenda 2063 est opérationnalisé par cinq plans de mise en œuvre décennaux. Huit ans après le début du premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 (2014 à 2023), l'UA suit les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et des cibles du continent. Dans ce contexte, les organes politiques de l'UA ont chargé la Commission de l'Union africaine (CUA) et l'AUDA-NEPAD de coordonner et de préparer des rapports de performance bisannuels sur l'Agenda 2063. Un soutien technique a été fourni à trente-huit (38) États membres de l'UA pour préparer leurs rapports d'avancement et de performance au niveau national sur la domestication et la mise en œuvre de l'Agenda 2063.

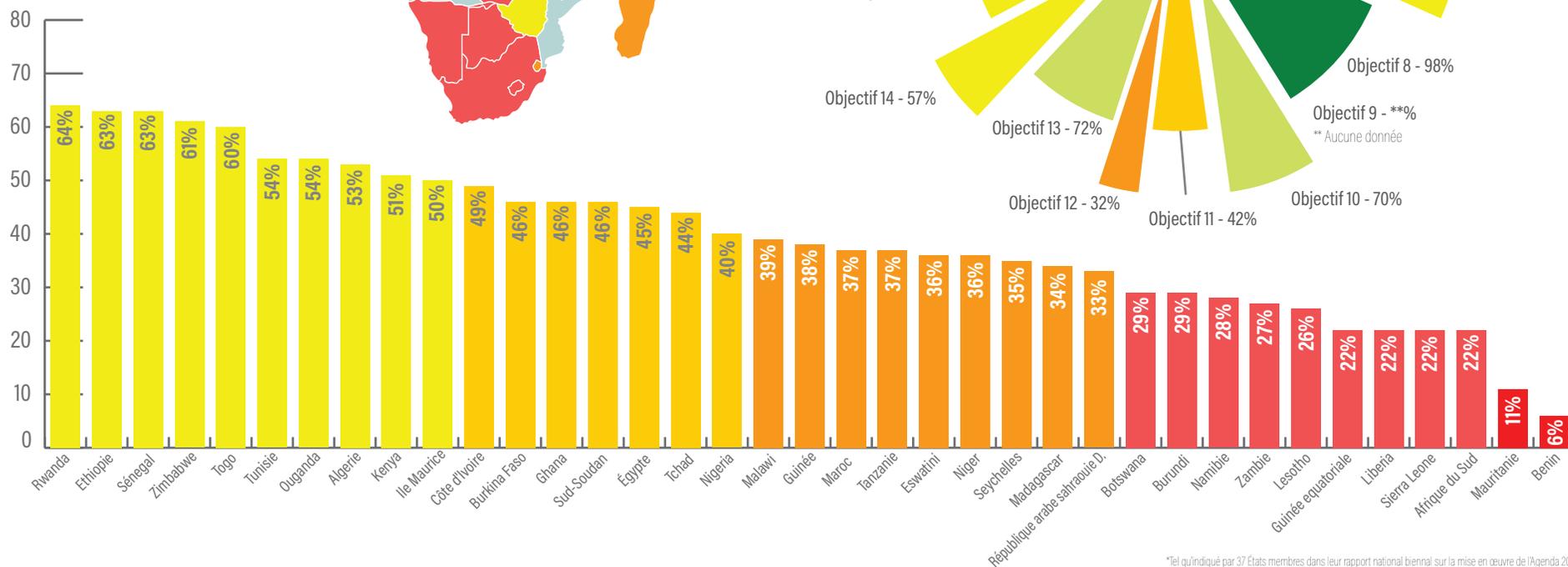
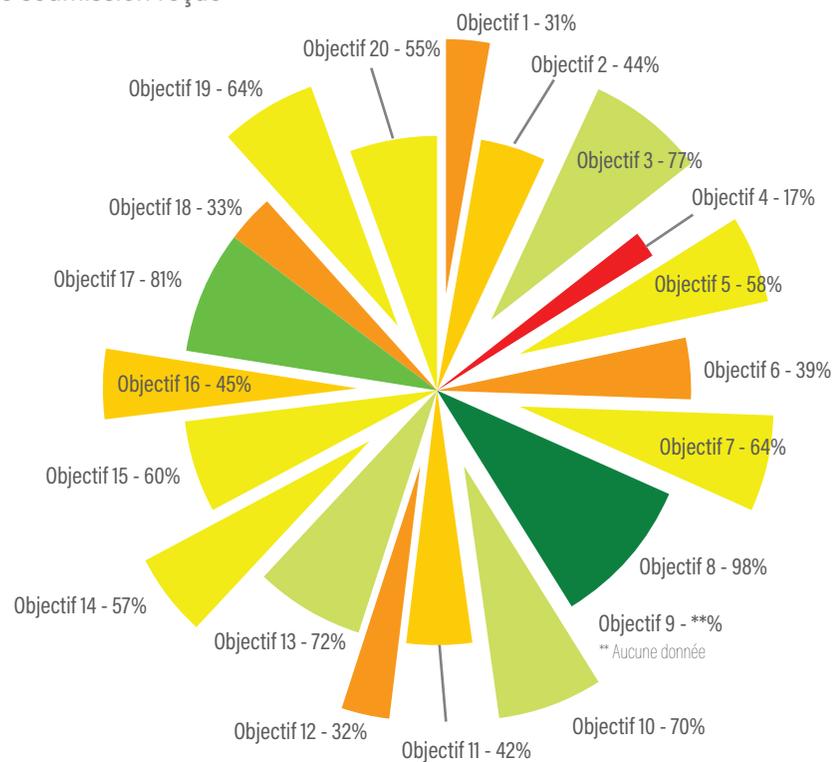
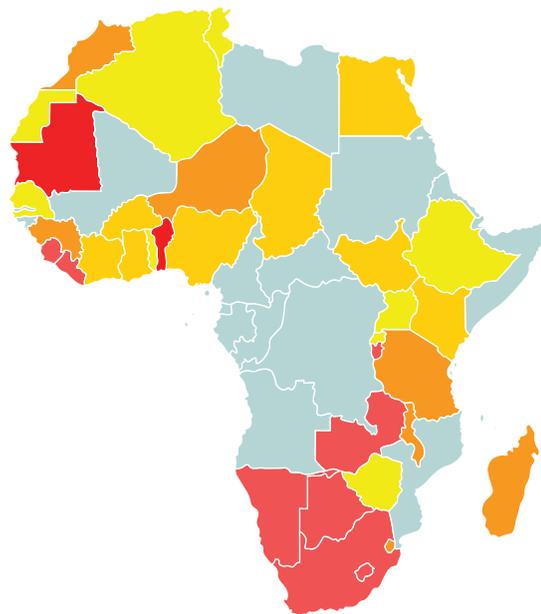
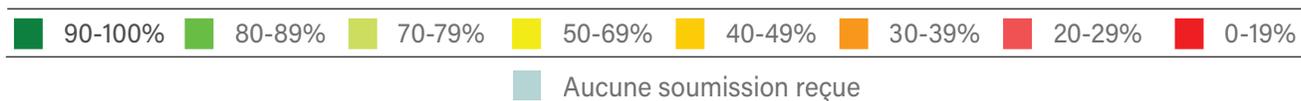
En février 2022, S.E. Alassane Ouattara, Président de la Côte d'Ivoire et Champion de l'UA pour l'Agenda 2063, a procédé au lancement du deuxième rapport continental sur la mise en œuvre de l'Agenda 2063 lors du 35ème Sommet de l'UA. Le rapport est une évaluation fondée sur des données probantes des progrès réalisés aux niveaux continental, régional et national. Il révèle que les initiatives de l'Agenda 2063 ont pris un élan substantiel.

Malgré les défis, notamment la pandémie de la COVID-19, l'Afrique a obtenu des résultats relativement importants et supérieurs à ceux de 2019. Au niveau des aspirations, le continent a enregistré une tendance positive à la hausse pour la plupart des 20 objectifs, avec un score global de 51% par rapport aux objectifs de 2021, contre 32% enregistré dans le premier rapport d'avancement continental en 2019.

Progrès réalisés par le continent dans la mise en œuvre de l'Agenda 2063 - par Aspiration



Mise En œuvre de l'Agenda 2063 - par Objectif et par État membre



*Tel qu'indiqué par 37 États membres dans leur rapport national biennal sur la mise en œuvre de l'Agenda 2063 en 2021

Evaluation de la premiere décennie de l'Agenda 2063 - Réalisations de l'AUDA-NEPAD

Conformément à la décision exécutive de l'UA qui a demandé à la CUA et à l'AUDA-NEPAD de mener l'évaluation de la première décennie de la mise en œuvre et la formulation du plan décennal suivant de l'Agenda 2063 - un processus baptisé "Projet spécial" - l'Agence a enregistré des résultats fondamentaux. Parmi ceux-ci, citons l'élaboration de lignes directrices pour les consultations nationales multipartites qui ont ensuite été utilisées par 51 États membres. En outre, l'Agence a mis à la disposition de tous les États membres de l'UA un financement de démarrage dont ont bénéficié 40 États membres de l'UA.

Le projet spécial a été lancé le 30 juin 2022, avec la participation des ministres chargés de la planification nationale, des finances et d'autres dignitaires de haut niveau. Des sessions d'orientation régionales couvrant les cinq régions d'Afrique ont été organisées et ont réuni cinquante et un (51) États membres et huit (8) CER. Les sessions d'orientation avaient pour but de fournir aux États membres des informations et des outils d'orientation pour coordonner les consultations nationales afin d'évaluer la mise en œuvre de la première décennie de l'Agenda 2063 et d'identifier les priorités à prendre en compte dans le deuxième plan décennal de mise en œuvre. Le rapport d'évaluation du premier plan décennal de mise en œuvre et du plan qui lui succède sera présenté à la Conférence de l'UA en février 2023. En outre, une évaluation des besoins du pays fondée sur le rapport d'évaluation des résultats du premier plan décennal de mise en œuvre et du deuxième rapport biennal sur la mise en œuvre de l'Agenda 2063 a été entreprise afin d'identifier les besoins et les priorités exprimé par les trente-huit (38) États membres de l'UA.

38 États membres
ont préparé des rapports
d'avancement nationaux
sur les objectifs de 2021 de l'Agenda
2063, aboutissant au deuxième
rapport d'avancement continental

51 États membres
ont reçu des orientations
et des directives techniques pour
entreprendre des consultations
multipartites sur l'évaluation de la
première décennie et la préparation
du plan suivant de l'Agenda 2063

31 États membres
ont reçu des fonds
de démarrage
pour entreprendre des
consultations nationales sur
l'Agenda 2063 - Projet
spécial

29 États membres
ont préparé des rapports
de consultation nationale
sur l'évaluation des dix premières
années de l'Agenda 2063 et les
priorités pour la prochaine
décennie à venir

20 États membres
ont fourni des données
supplémentaires
pour rendre compte des progrès de
l'Agenda 2063





Contributions de l'AUDA-NEPAD en 2022 à la première décennie de l'Agenda 2063

Avec une présence dans tous les États membres de l'UA, l'AUDA-NEPAD a continué à faire avancer la mise en œuvre du plan de développement de l'Afrique, l'Agenda 2063, en se concentrant sur trois domaines prioritaires :



La croissance économique et l'emploi

- en accordant une attention particulière à l'amélioration de la compétitivité et de la diversification de l'économie par le renforcement du développement des infrastructures transfrontalières, des innovations locales et de l'accès des jeunes et des femmes aux compétences, aux marchés et au financement



Les systèmes de santé

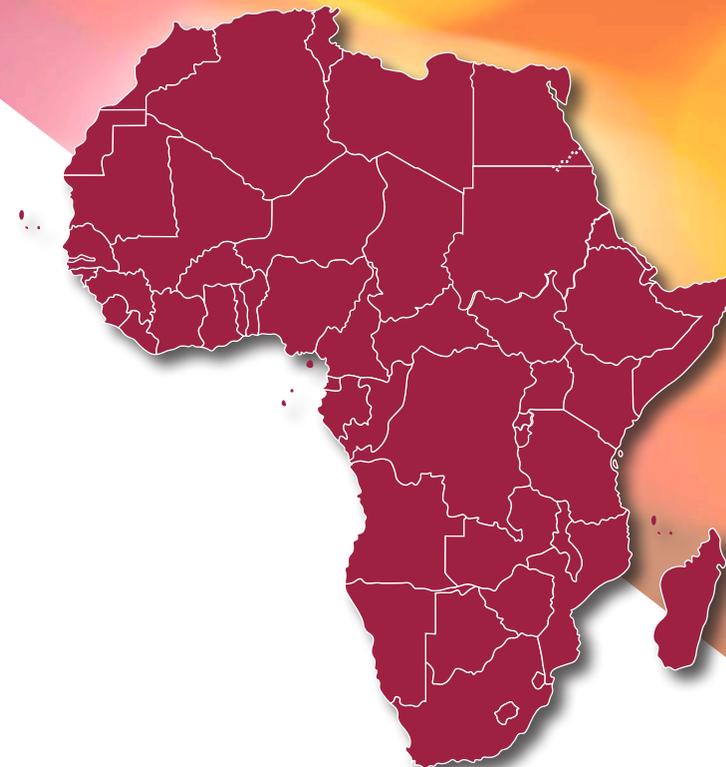
- en mettant l'accent sur le renforcement des capacités dans le secteur pharmaceutique et manufacturier et en améliorant l'accès aux services de soins de santé primaires et aux vaccins



Les systèmes alimentaires

- visant à accroître la production agricole et alimentaire et à renforcer la résilience, afin de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de soutenir les communautés rurales

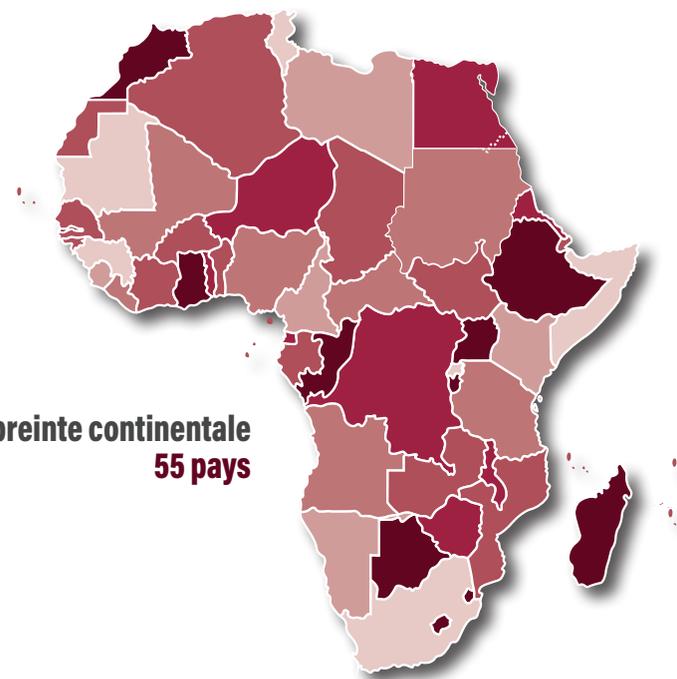
Empreinte de l'AUDA-NEPAD dans les 55 États membres de l'UA





Points forts de 2022

Croissance économique et emplois



Empreinte continentale
55 pays

Le lancement de Energize Africa

nouveau programme phare de l'AUDA-NEPAD visant à mettre la créativité et les compétences des jeunes du continent au service de la croissance économique et du développement



Le soutien à l'élaboration d'un cadre continental africain des qualifications

pour permettre la comparaison transfrontalière des qualifications conformément à la ZLECAf



Le lancement d'un nouveau guichet de financement pour les solutions et pratiques innovantes en matière d'EFTP dans huit pays africains

L'ELIMINATION DES RISQUES de 10 projets d'infrastructure à fort impact pour accélérer les investissements dans des projets régionaux transformateurs à travers le continent



Le lancement du label de qualité PIDA pour récompenser l'excellence dans la préparation des projets

L'accélération de 43 projets PIDA

grâce à une évaluation des besoins pour la préparation des projets



Le plan directeur des systèmes électriques continentaux est à un stade avancé pour accélérer la mise en œuvre du marché unique africain de l'électricité



Le soutien a 7 pays africains

pour constituer une réserve de projets d'infrastructure verte bancables



Le lancement du tableau de bord du Programme d'investissement dans l'eau en Afrique "change la donne du jeu" pour la mobilisation des investissements dans l'eau et l'assainissement



Energize Africa



“L’initiative “Energize Africa” vise à mettre la créativité et les compétences des jeunes au service de la croissance et du développement économiques du continent, tout en élargissant les possibilités de revenus pour les jeunes - par la création d’emplois, l’innovation et l’esprit d’entreprise.”

- S.E. Nardos Bekele-Thomas, Secrétaire Exécutive de l’AUDA-NEPAD

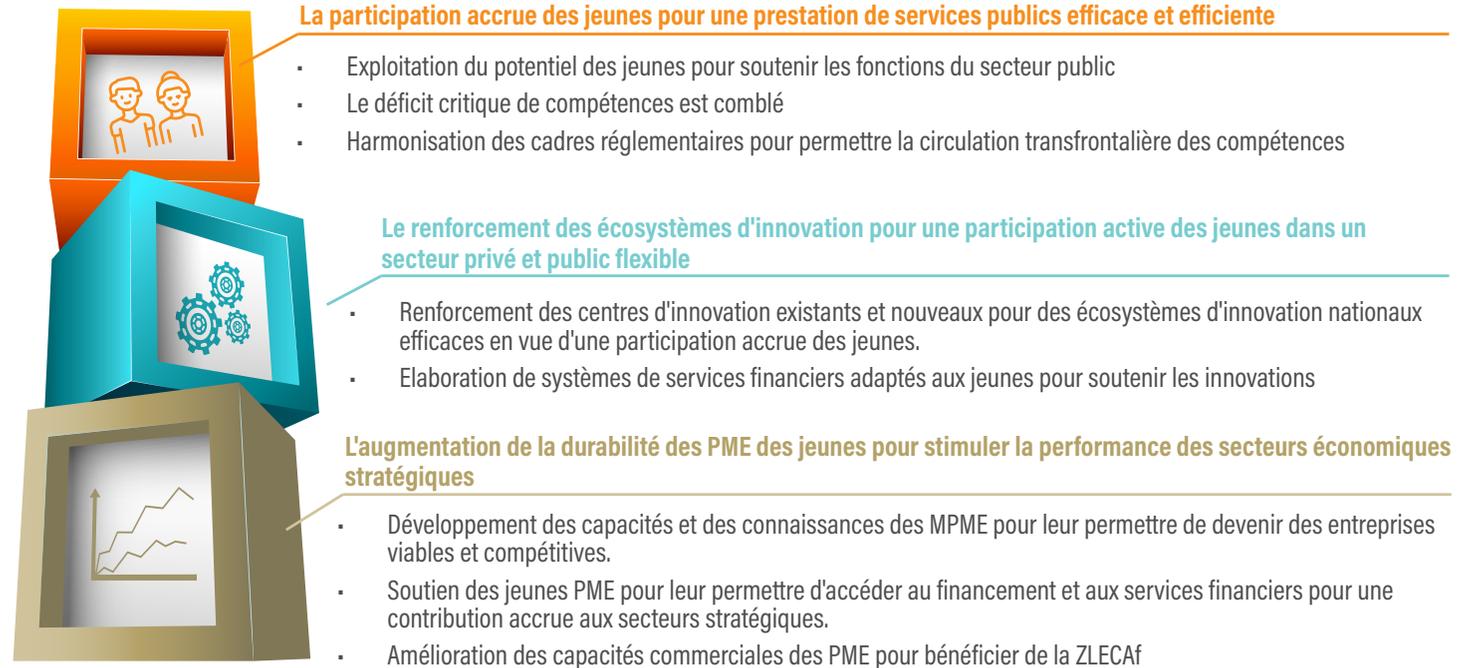
Energize Africa - le nouveau programme phare de l’AUDA-NEPAD - reconnaît que les jeunes et les femmes d’Afrique, qui représentent plus de la moitié de la population du continent, doivent être au cœur des stratégies de croissance économique et de développement inclusif de l’Afrique. Energize Africa prend acte du fait que les jeunes sont des partenaires pour le développement durable, la paix et la prospérité de l’Afrique, avec une contribution unique à apporter au développement actuel et futur du continent. Le programme phare a été lancé en partenariat avec Afreximbank en marge de la 77ème Assemblée générale des Nations Unies à New York, aux États-Unis.

Energize Africa se concentre sur les jeunes professionnels afin d’améliorer l’efficacité du secteur public, de stimuler la recherche et le développement axés sur les solutions grâce à des pôles d’innovation, et d’offrir des opportunités d’entrepreneuriat aux jeunes populations africaines pour améliorer le bien-être socio-économique.

Plus concrètement, Energize Africa vise à :

- Mobiliser la jeunesse technique et professionnelle dynamique de l’Afrique, passionnée par le panafricanisme, pour soutenir la réalisation des projets phares et prioritaires de l’AUDA-NEPAD en vue de la réalisation de l’Agenda 2063.
- Créer un vivier de jeunes hautement qualifiés et compétents qui s’engagent à contribuer aux opérations et aux activités des secteurs public et privé de l’Afrique afin de garantir un meilleur renforcement des capacités des pays africains.
- Renforcer le rôle des jeunes en tant que principal architecte du développement humain durable et de la sécurité en Afrique, comme le prévoit la Charte africaine de la jeunesse.

Le programme est conçu pour répondre directement aux besoins et aux priorités des États membres, avec des résultats et des impacts tangibles en tête. Le programme est défini autour de trois composantes principales, à savoir la régénération du secteur public, la régénération du secteur privé ainsi que des programmes de partenariat public-privé mixtes.



Partenaires

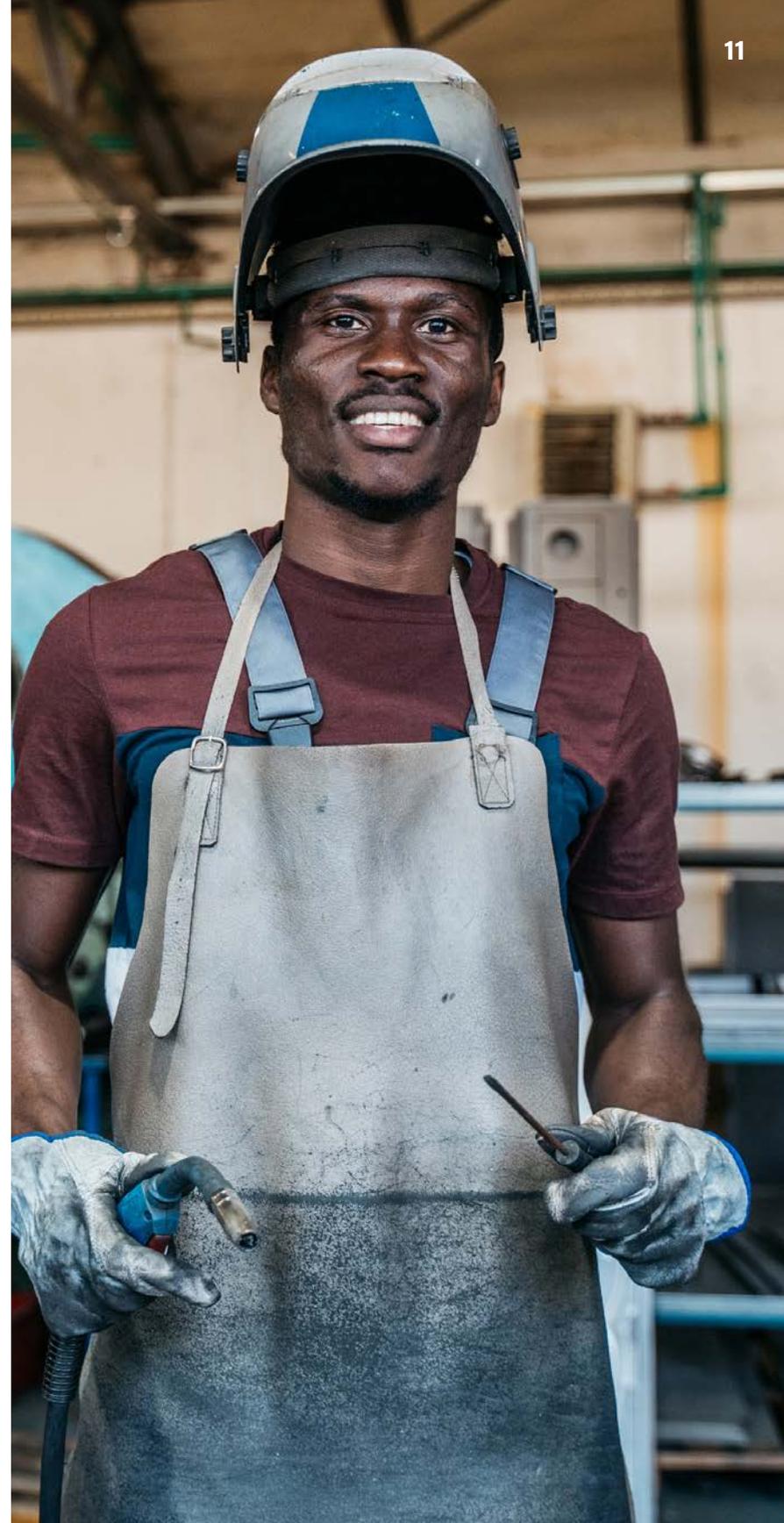
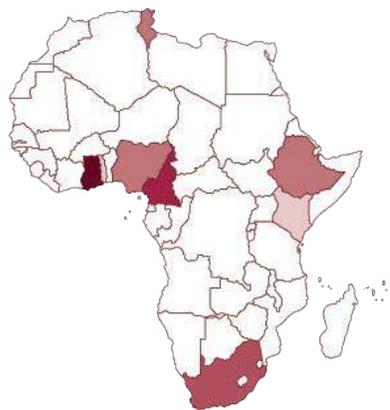
Energize Africa est un cadre multipartenaires et pluriannuel qui devrait galvaniser le soutien des Etats membres, des organismes régionaux et des acteurs internationaux. Plusieurs partenaires collaborent déjà et soutiennent Energize Africa.



Renforcer les perspectives professionnelles des jeunes Africains

- **Le Plan d'action national du Ghana a été lancé par le ministre du travail pour renforcer les systèmes et pratiques d'information sur le marché du travail et d'anticipation des compétences**
- **Le Plan d'action national d'Eswatini a été remis au Ministère du Travail par l'OIT et le Groupe de Travail National**
- **Réalisation d'une évaluation rapide des compétences en Afrique**
- **Développement de stratégies de compétences sectorielles pour le secteur de l'habillement et du textile au Ghana et pour le secteur de l'horticulture au Zimbabwe**

L'AUDA-NEPAD, en partenariat avec la GIZ, a continué à promouvoir les perspectives professionnelles des jeunes Africains en soutenant des programmes innovants de développement des compétences, et en coopérant étroitement avec le secteur privé en tant qu'acteur clé de la création d'emplois. Dans le cadre de la facilité de financement de l'Initiative pour les compétences en Afrique (SIFA) financée par la KfW, le financement de 16 projets innovants de développement des compétences axés sur l'emploi a été accordé à la suite d'un processus de demande concurrentiel. La facilité de financement de la SIFA est actuellement active dans huit (8) pays africains : Cameroun, Éthiopie, Ghana, Kenya, Nigeria, Afrique du Sud, Tunisie et Togo. Les projets sélectionnés sont flexibles et apportent des solutions réactives aux défis communs du secteur de l'EFTP (Enseignement et formation techniques et professionnels). Ils sont conçus pour renforcer de manière cohérente les systèmes locaux et régionaux de développement des compétences afin qu'ils soient plus créatifs, innovants et durables pour le continent africain. Une nouvelle fenêtre de financement a été lancée pour valider la faisabilité des innovations de l'EFTP sur le marché en cherchant à piloter, démontrer et reproduire des concepts et prototypes nouveaux ou améliorés avant de les déployer sur le marché en tant que produits, services ou processus. En outre, une plateforme continentale pour l'échange de connaissances et l'engagement du secteur privé dans le développement des compétences a été renforcée. De plus, la SIFA a œuvré avec l'Organisation internationale du travail (OIT) pour promouvoir l'anticipation des compétences et a collaboré avec le Fonds européen de formation (FEF) pour élaborer un cadre continental africain des qualifications. L'ACQF est une initiative politique essentielle de l'UA, construite pour améliorer la transparence et la portabilité des qualifications de tous les sous-systèmes et niveaux d'éducation et de formation. Il complétera les cadres de qualifications nationaux et régionaux et contribuera à l'agenda d'intégration continentale de la ZLECAf, en rendant possible la comparaison transfrontalière des qualifications. SIFA, en partenariat avec l'OIT, a fourni un soutien technique au Ghana et à Eswatini pour l'élaboration de plans d'action nationaux. Les interventions ciblées comprenaient également une évaluation des futurs besoins en compétences de l'Afrique afin de renforcer l'information sur le marché du travail.

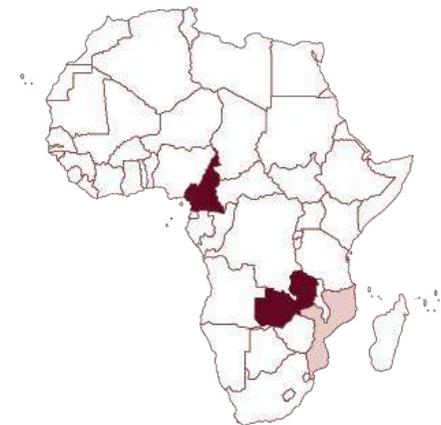




Promouvoir des emplois ruraux décents pour les jeunes

- **Formation de 729 jeunes ruraux pour renforcer le développement des entreprises rurales au Cameroun, au Mozambique et en Zambie.**
- **Soutien à 54 start-ups de jeunes dans les chaînes de valeur de l'agriculture et de l'agrobusiness au Cameroun.**

Soutien à 54 start-ups créées par des jeunes dans les chaînes de valeur de l'agriculture et de l'agrobusiness au Cameroun. L'Afrique ne pourra pas atteindre ses objectifs de transformation, tels que définis dans l'Agenda 2063, sans exploiter pleinement le dividende démographique en investissant dans la jeunesse africaine. Alors que les jeunes constituent actuellement environ 40% de la population en âge de travailler, dont plus de 60% sont sans emploi. L'Afrique dispose de politiques et de programmes pour lutter contre le chômage des jeunes, mais les différentes politiques, tant au niveau continental que national doivent aborder les défis des jeunes ruraux de manière holistique et cohérente. Le programme Emplois ruraux décents de l'AUDA-NEPAD vise à prendre en charge cette lacune et à aider les jeunes Africains à devenir des entrepreneurs, des employeurs et à être employables. Les interventions se concentrent sur le développement de plans d'action nationaux pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes ruraux, l'adaptation et le pilotage du développement des compétences des jeunes dans la formation EFPTA (enseignement et la formation professionnels techniques agricoles), et le renforcement du dialogue politique sur les services financiers innovants et inclusifs pour l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes ruraux. 729 jeunes ruraux ont été formés pour renforcer le développement des entreprises rurales au Cameroun, au Mozambique et en Zambie. En outre, 54 start-ups créées par des jeunes dans les chaînes de valeur de l'agriculture et de l'agrobusiness au Cameroun ont été soutenues et 20 programmes d'études ont été mis en place et dirigés au Cameroun, au Mozambique et en Zambie.



Troisième Forum pour le Développement Rural en Afrique (FDRA)

L'AUDA-NEPAD a accueilli le troisième Forum pour le développement rural en Afrique (FDRA) organisé en janvier 2022 à Kinshasa, RDC, sous le haut patronage de S.E. Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République démocratique du Congo (RDC) et Président de l'Union africaine. Deux résultats majeurs ont été atteints. Il s'agit du lancement de la Stratégie opérationnelle pour le Plan directeur de mise en œuvre des politiques de développement rural en Afrique et de la Déclaration de Kinshasa sur la transformation rurale qui recommande des actions prioritaires pour mettre en œuvre le développement rural et le programme de transformation rurale.

Enseignement et formation professionnels techniques agricoles pour les femmes

- **2,045 diplômés ont suivi une formation axée sur le genre et l'emploi**

Dans de nombreux pays africains, les femmes n'ont toujours pas accès aux connaissances essentielles et aux possibilités de formation en raison des barrières socioculturelles existantes. Grâce au programme d'enseignement et de formation techniques et professionnels agricoles pour les femmes (ATVET4W), l'AUDA-NEPAD vise à accroître l'accès des femmes à la formation formelle et non formelle dans le domaine de l'agriculture en veillant à ce que la formation soit inclusive, axée sur le marché du travail et génératrice de revenus. Le programme aborde également les normes et les stéréotypes liés au genre afin de démanteler les inégalités structurelles pour les femmes dans l'entrepreneuriat et l'emploi. À ce jour, 2045 diplômés, ont suivi un programme de formation axé sur l'emploi et tenant compte de la dimension du genre. 25% de ces diplômés ont suivi un programme pour renforcer leurs compétences pratiques et améliorer leur employabilité.

Formation des femmes à l'alphabétisation financière et aux compétences entrepreneuriales

- **190 femmes d'affaires de 6 pays ont reçu une formation sur les connaissances financières et le commerce électronique**

En partenariat avec la Présidence de la République du Niger, l'AUDA-NEPAD a organisé une formation dédiée à 150 femmes entrepreneurs africaines du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire, de RDC, du Gabon et du Togo. Les femmes ont reçu une formation dans les domaines de l'alphabétisation financière, de l'image de marque personnelle, de l'emballage, de l'intelligence émotionnelle et des compétences en matière de commerce électronique afin de stimuler la compétitivité de leur entreprise et de leur permettre de partager leurs expériences et leurs meilleures pratiques. En outre, 40 femmes d'affaires ont été formées à l'alphabétisation financière au Ghana. Ces interventions visent à soutenir l'initiative d'inclusion financière et économique des femmes et des jeunes de l'UA, qui cherche à renforcer l'autonomisation des femmes et des filles sur le continent.



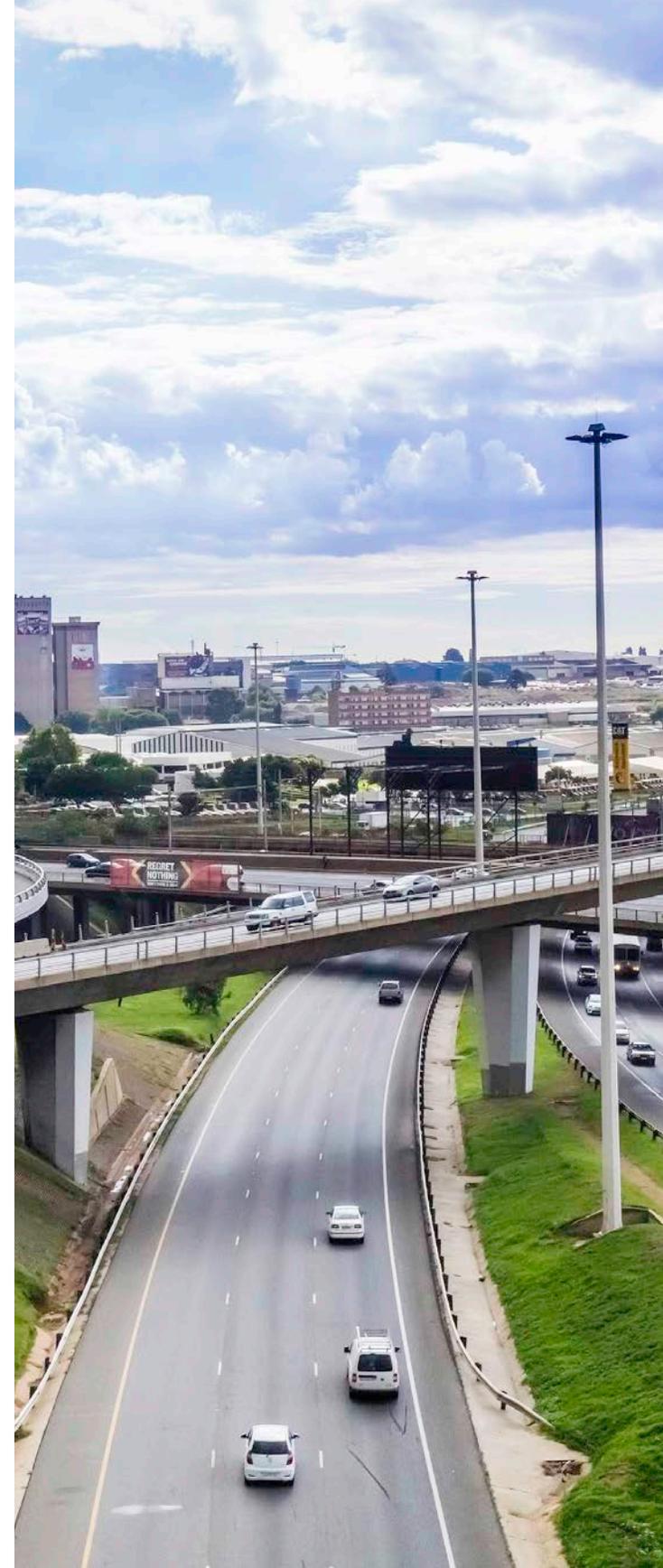
Accélérer les projets phares d'infrastructure du PIDA et de l'Agenda 2063

- **69 projets du plan d'action prioritaire du PIDA ont été évalués pour accélérer l'intégration régionale et le développement des infrastructures transfrontalières**
- **La 7e semaine du PIDA a réuni des experts internationaux et régionaux pour accélérer la mise en place d'infrastructures en Afrique**
- **2 projets de chemins de fer régionaux à grande vitesse ont été sélectionnés et approuvés par le comité technique spécialisé (CTS) sur la base de leur viabilité financière et économique**

Le renforcement du développement des infrastructures transfrontalières et du commerce pour stimuler l'intégration régionale a été un objectif clé du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA), conformément à l'Agenda 2063. Des progrès ont été réalisés dans l'évaluation détaillée de 69 projets du Plan d'action prioritaire (PAP 2) du PIDA, par le biais du mécanisme de prestation de services (SDM) du PIDA. Les projets PAP 2 du PIDA comprennent des infrastructures régionales et continentales prioritaires dans les secteurs du transport, de l'énergie, des ressources en eau transfrontalières et des TIC. Ces projets accéléreront l'intégration régionale tout en assurant l'inclusion et la durabilité en ce qui concerne le genre, la connectivité rurale et l'environnement.

L'objectif du SDM est d'aborder la nécessité de renforcer les capacités pour la préparation des projets d'infrastructure à un stade précoce aux niveaux national et régional. L'un des instruments clés du SDM est le label de qualité PIDA (PQL), un outil de reconnaissance de la qualité qui est attribué aux projets qui excellent dans la préparation des projets PIDA à un stade précoce. L'Agence de Facilitation du Transport de Transit du Corridor Central (CCTTFA), la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) et la Commission de la rivière Orange-Senqu (ORASECOM) ont été les premiers récipiendaires des prix inauguraux PQL lors de la 7ème semaine du PIDA en février 2022 pour leur excellence dans la préparation des projets, en particulier les études de faisabilité et la conception.

La 7ème semaine du PIDA, tenue à Nairobi, Kenya, s'est déroulée dans un contexte d'incertitude économique et sociale mondiale persistante due à la pandémie de la COVID-19. Un mémorandum de concept de projet pour huit projets PIDA PAP 2 a été présenté et promu auprès du secteur privé et des tables rondes d'investisseurs, notamment lors de la semaine du PIDA, ainsi qu'auprès du secteur privé chinois, du forum des entreprises africaines de Singapour, du secteur privé indonésien, du forum des entreprises UE-Afrique, de la COP27 et du sommet sur le financement des projets d'infrastructure en Afrique.



Une évaluation des besoins pour la préparation de 43 projets PIDA PAP-II a été entreprise, dont 16 projets de ressources en eau transfrontalières, ainsi qu'une évaluation de 36 projets.

Des services de conseil avancés sont en cours pour les projets suivants :

- Services de conseil pour mobiliser des ressources financières pour le développement de l'évaluation de l'impact environnemental et social (ESIA) et du plan d'action de réinstallation (RAP) du projet d'interconnexion Masaka - Mwanza reliant l'Ouganda et la Tanzanie.
- Services de conseil pour mobiliser des ressources financières pour l'élaboration d'études de faisabilité technique pour les lignes de transmission du projet hydroélectrique de Luapula pour la Zambie et la RDC
- Services de conseil pour mobiliser des ressources financières pour la construction de la route Kalundu Port-Uvira-Bukavu, reliant la Tanzanie, la RDC, le Burundi et le Rwanda.

Une table ronde a été organisée pour promouvoir le projet auprès des investisseurs et des partenaires au développement. En outre, les termes de référence ont été finalisés pour une étude sur la facilitation du transport et du commerce le long du corridor trans-maghrébin qui sera lancée en décembre 2022 avec une étude architecturale sur les postes frontaliers à guichet unique (OSBP). Des fonds ont été obtenus pour ces deux études.

Créer une réserve de projets d'infrastructures vertes bancables

- **Lancement de l'Alliance pour l'infrastructure verte en Afrique afin d'aider les pays à mobiliser des financements climatiques pour les projets PIDA**

Le secteur des infrastructures est sensible aux effets néfastes du changement climatique, tels que les sécheresses, les vagues de chaleur et les inondations plus fréquentes et plus intenses. Le continent a besoin d'investissements considérables pour combler le déficit d'infrastructures et construire et intégrer la résilience climatique dans la planification et la mise en œuvre des investissements en infrastructures. Cela nécessite davantage de financements et d'investissements de la part du secteur privé. L'AUDA-NEPAD a fait des progrès significatifs en aidant sept pays africains (Tanzanie, Ouganda, Burundi, Rwanda, RDC, Zambie et Kenya) à constituer une réserve bancable de projets d'infrastructures vertes pour s'attaquer à la question des infrastructures résistantes au climat. L'Alliance pour l'infrastructure verte en Afrique (AGIA) a été lancée dans le cadre de la méthodologie d'évaluation des projets verts SDM, visant à aider les pays africains à mobiliser des financements climatiques pour les projets PIDA.

En outre, l'AUDA-NEPAD a lancé l'élaboration d'une ligne directrice pour la

conception d'infrastructures résistantes au climat afin d'accélérer le développement de corridors économiques intégrés en Afrique.



Un Plan directeur continental comme pilier central pour résoudre le défi énergétique de l'Afrique

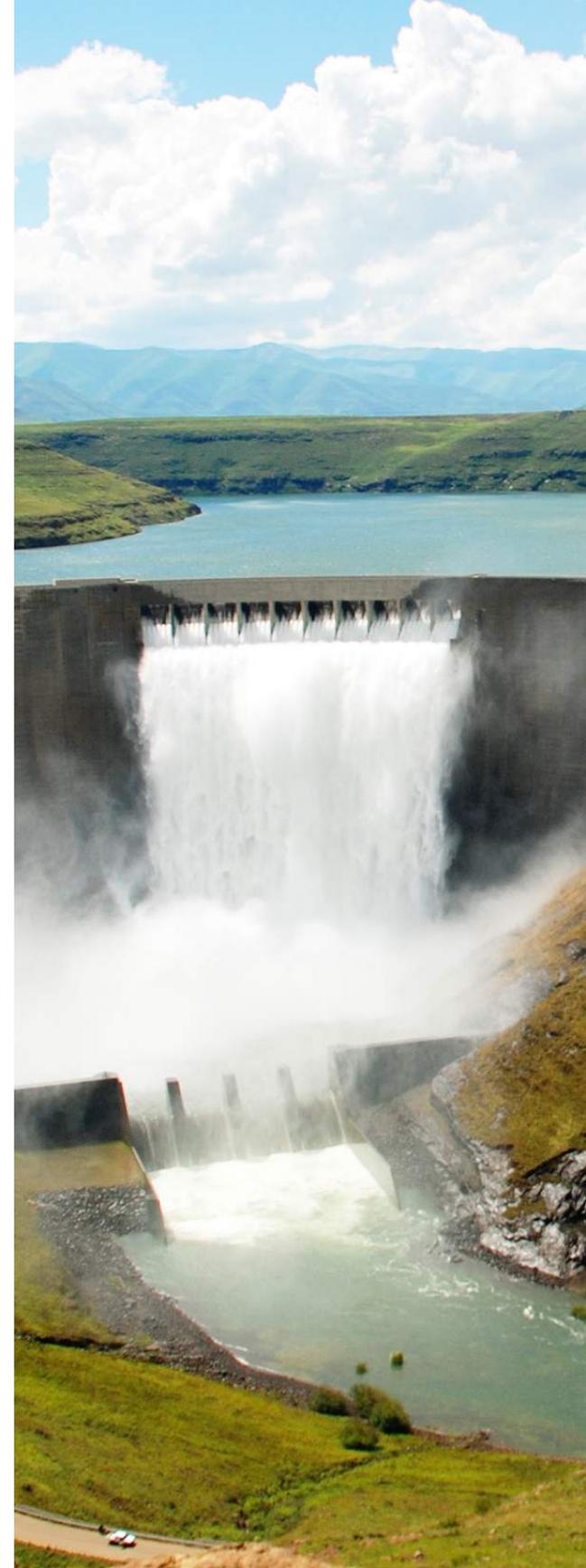
L'élaboration du Plan directeur des systèmes énergétiques continentaux (CMP) est à un stade avancé. L'objectif du CMP est d'établir un processus de planification à long terme à l'échelle du continent pour la production et la transmission d'électricité, impliquant les cinq pools énergétiques africains (Austral, Est, Central, Ouest et Nord) afin d'accélérer la mise en œuvre du Marché unique africain de l'électricité (AfSEM). L'AfSEM est envisagé comme le plus grand programme mondial d'échange d'énergie à l'échelle d'un continent pour interconnecter les 55 États membres de l'UA par le biais d'un marché de l'électricité efficace, abordable et durable. Dans le cadre de ces efforts, l'AUDA-NEPAD a élaboré la prévision de la demande continentale d'électricité de référence jusqu'en 2040 qui a été approuvée par les pools d'énergie pour renforcer les capacités d'identification des régions excédentaires et déficitaires en énergie en Afrique grâce à la modélisation des prévisions. Un soutien financier et technique de près de 10 millions de Dollars E-U, a été mobilisé pour la mise en œuvre du CMP.

Deuxième Sommet de Dakar sur le financement du développement des infrastructures en Afrique

Des partenariats ont été mis en place pour organiser le deuxième Sommet de Dakar sur le financement du développement des infrastructures en Afrique (SFD-2). L'objectif principal du SFD-2 est d'augmenter et de garantir le financement nécessaire à la préparation des projets. 61% des projets du PAP 2 du PIDA ne disposent pas encore d'études de faisabilité complètes ou actualisées. Les exigences pour rendre ces projets bancables seront présentées lors du Sommet. Et deuxièmement, faire correspondre les besoins de financement des projets aux sources de financement existantes. Cela inclut la collaboration et l'engagement nécessaires de multiples parties prenantes pour stimuler le flux d'investissement dans les projets d'infrastructure économique afin de soutenir le commerce intra-africain. À cette fin, une liste de 10 projets transfrontaliers à fort impact et à risque réduit, au stade de la maturation et en attente de financement, sera présentée aux investisseurs.

Le tableau de bord de l'investissement dans l'eau de l'AIP-PIDA change la donne pour les investissements dans le domaine de l'eau et de l'assainissement sur le continent

La fourniture de services d'eau et d'assainissement en Afrique doit relever un déficit annuel de 50 milliards de dollars E-U. C'est dans ce contexte que l'AUDA-NEPAD a lancé le tableau de bord du Programme d'investissement dans l'eau en Afrique (AIP-PIDA), qui devrait changer la donne en mobilisant des investissements destinés aux secteurs de l'eau et de l'assainissement sur le continent. Le tableau de bord vise à suivre les progrès et à identifier les goulots d'étranglement à éliminer pour accélérer et réduire le déficit dans les investissements dans l'eau transfrontalière. Il vise également à mobiliser l'engagement des hommes politiques et des dirigeants et sert d'outil pour s'engager auprès des investisseurs publics et privés sur le financement des infrastructures d'eau qui contribueront au développement régional. Ce lancement, auquel ont participé les ministères des finances, de l'eau et de l'assainissement de 18 pays africains, a été organisé par l'AUDA-NEPAD, le Conseil des Ministres Africains Chargés de l'Eau (AMCOW), la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque de développement de l'Afrique australe, le Partenariat mondial pour l'eau en Afrique australe et Africa Coordination (GWPSA-Coordination Afrique), l'OCDE, le partenariat mondial Assainissement et eau pour tous (SWA), l'UNICEF et le PNUD.

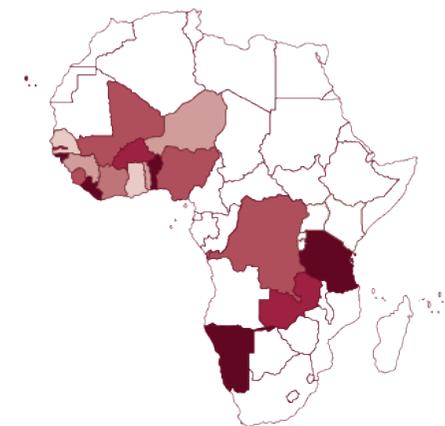




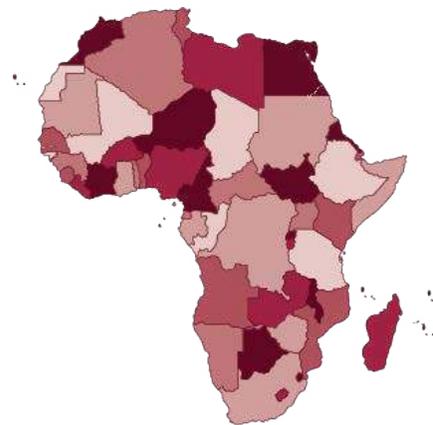
Relever les défis du transport et de la logistique

- **A aidé la CEDEAO à mettre en place un outil logistique de facilitation du commerce pour surveiller le commerce transfrontalier informel**

Les postes frontaliers à guichet unique (OSBP) constituent une approche unique pour améliorer l'efficacité des postes frontaliers terrestres en combinant les arrêts nécessaires au traitement des formalités de sortie et d'entrée des États limitrophes en un seul endroit. Ils sont également essentiels au renforcement de l'interconnectivité et à l'approfondissement de l'intégration du marché régional grâce au traitement des formalités frontalières en un seul endroit. Depuis le lancement de l'initiative MoveAfrica, l'AUDA-NEPAD s'est concentré sur la mise en œuvre du Système de feux de circulation (TLS). Le TLS permet de classer et de suivre la capacité du continent à déplacer des biens et des services le long des corridors de transport et de commerce. Il se penche sur la simplification, la normalisation et l'harmonisation des procédures de passage des frontières et des réglementations en matière de transport. Une feuille de route pour l'échange de données électroniques a été élaborée afin de développer la gestion coordonnée des frontières des OSBP entre la Zambie et les pays voisins, la Namibie, la Tanzanie et la RDC. En outre, un soutien aux capacités a été fourni à la CEDEAO pour rendre opérationnel le TLS et surveiller le commerce transfrontalier informel. Des progrès ont également été réalisés dans la révision du Guide de référence des OSBP avec le soutien de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), alors que l'Afrique se dirige vers une union douanière unique par le biais de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).



Amélioration de l'information et du partage des connaissances sur le développement des infrastructures en Afrique



- **Mise à jour de 500 projets PIDA avec des données sur l'état de préparation des projets, l'investissabilité et les goulots d'étranglement de la mise en œuvre**

Le suivi de l'avancement de la mise en œuvre des projets prioritaires de développement des infrastructures dans le cadre du PIDA est essentiel pour garantir que le continent reste sur la bonne voie pour atteindre son objectif d'intégration régionale. C'est dans ce contexte qu'un exercice complet de collecte de données a été entrepris sur plus de 500 projets PIDA, y compris les 1er et 2ème plans d'action prioritaires du PIDA. Des données sur l'état de préparation des projets, l'investissabilité et les goulots d'étranglement de la mise en œuvre ont été collectées et finalisées pour 95 % du portefeuille du PIDA.

Plaidoyer pour le développement durable des économies bleues de l'Afrique

- **Accueil de la Société mondiale d'aquaculture - chapitre africain pour servir de plateforme multipartite fonctionnelle pour le développement durable de l'aquaculture en Afrique**

Le programme d'économie bleue de l'AUDA-NEPAD a pour but d'aider les États membres et les organismes régionaux à développer durablement les économies bleues de l'Afrique pour améliorer les moyens de subsistance, le bien-être et la croissance économique. Un soutien technique a été fourni aux niveaux continental et régional, notamment pour identifier les actions visant à renforcer le rôle des femmes dans la biodiversité aquatique et la gestion de l'environnement, établir une plateforme pour les petits États insulaires en développement (PEID) afin de répondre à leurs besoins et à leurs priorités stratégiques, cartographier les opportunités économiques et d'innovation de l'économie bleue pour l'Afrique, et assurer une formation sur les investissements et le financement du secteur privé dans la région de l'IGAD. Cela a également inclus un soutien technique pour développer des positions stratégiques afin de renforcer une voix commune africaine concernant les secteurs de l'économie bleue de l'Afrique dans les forums mondiaux tels que la Conférence des Nations Unies sur les océans de 2022, le 35^{ème} Comité des pêches de la FAO et le Congrès mondial sur la pêche à petite échelle. En outre, un soutien technique a été fourni à la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) pour renforcer les chaînes de valeur de l'aquaculture dans la région. Au cours de l'année 2022, l'AUDA-NEPAD a continué à accueillir et à soutenir l'opérationnalisation du chapitre africain de la Société mondiale d'aquaculture ((AFRAQ), qui a organisé avec succès la conférence et l'exposition commerciale inaugurales de l'aquaculture africaine (AFRAQ21) en Égypte.

Renforcement de la résilience en matière de cybersécurité en Afrique

- **30 pays africains font partie d'un réseau de spécialistes de la cybersécurité pour renforcer la résilience de la cybersécurité sur le continent**

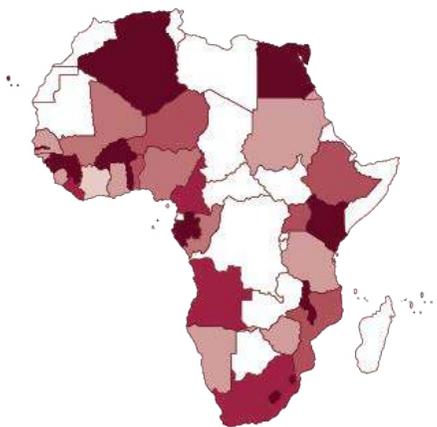
L'émergence d'une société de l'information mondiale et sans frontières offre de nouvelles opportunités à tous les pays du monde, car les technologies jouent un rôle encore plus important dans le développement social et économique. Grâce aux applications TIC, les services dans les secteurs de la santé, de l'éducation, des affaires, de la finance ou de l'administration publique sont possibles. Les TIC apportent également de nouveaux défis pour les citoyens. Il faut en effet pouvoir effectuer en toute sécurité des transactions de santé en ligne, accéder à des services administratifs en ligne ou réaliser des transactions commerciales en ligne. Malgré le faible niveau de développement des TIC et de pénétration d'Internet, l'Afrique connaît une croissance rapide de la cybercriminalité. Les cybercriminels ont trouvé le moyen



de tirer parti de la faiblesse des infrastructures TIC et de faire de l'Afrique un havre où ils peuvent opérer illégalement en toute impunité. La cybersécurité est encore considérée comme un luxe plutôt qu'une nécessité dans de nombreuses économies africaines et son importance n'a pas encore été suffisamment appréciée ou reconnue. Les budgets consacrés à la cybersécurité dans de nombreuses organisations seraient inférieurs à 1 % et de nombreuses organisations n'ont aucun budget alloué à la cybersécurité. Au cours des deux années qui ont suivi son lancement en 2021, le projet de collaboration - un partenariat entre l'UA et le Forum mondial sur la cyber-expertise, parrainé par la Fondation Bill et Melinda Gates et mis en œuvre par l'AUDA-NEPAD - a progressé pour renforcer les capacités en matière de connaissances sur la cybersécurité. Les interventions ont visé à renforcer les capacités des pays africains à améliorer la résilience en matière de cybersécurité. Le réseau comprend des cyber-professionnels de plus de 30 États membres de l'UA et un réseau de coordination de plus de 20 organismes multinationaux. Dans le cadre de ces efforts, des modules de connaissances ont été développés pour améliorer la compréhension du renforcement des capacités en matière de cybersécurité parmi les parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales.

Exploitation de l'innovation et des technologies émergentes pour le développement socio-économique de l'Afrique

- **Réunion de 24 États membres de l'UA dans le cadre d'un dialogue politique de haut niveau visant à exploiter l'innovation et les technologies émergentes pour renforcer les systèmes éducatifs et alimentaires**



L'adoption et l'application des technologies émergentes sont un élément essentiel du développement de l'Afrique, conformément à l'Agenda 2063 et à la Stratégie de l'UA pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique (STISA 2024).

En reconnaissant que la science, la technologie et l'innovation (STI) restent le fondement du développement progressif et durable et de la croissance inclusive, l'APET a établi les Dialogues exécutifs Calestous Juma (CJED).

Dans le cadre de ces efforts, l'APET, par le biais des CJED, a fourni un soutien de capacité à 560 experts en éducation et en STI de sept États membres de l'UA, dont l'Égypte, l'Éthiopie, le Nigeria, le Ghana, le Gabon, le Malawi et le Mozambique, à travers le déploiement de cours STI. 165 cadres supérieurs, responsables politiques et décideurs de 24 États membres de l'UA ont



été réunis pour deux dialogues axés sur l'exploitation de l'innovation et des technologies émergentes pour renforcer les systèmes éducatifs ainsi que la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'APET-CJED a également fourni un soutien technique pour réviser un rapport sur la technologie Gene Drive et le projet de stratégie continentale d'intelligence artificielle de l'UA. L'APET a également élaboré des ébauches avancées de rapports de synthèse technologique sur l'Internet des objets, les technologies 5G, l'impression 3D et la purification et la gestion de l'eau.

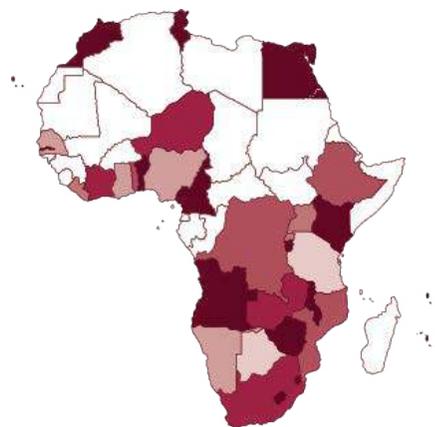
Renforcement des systèmes éducatifs par la promotion des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM)

Compte tenu de l'écart important en matière de compétences et de qualifications dans les Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques (STEM) sur le continent, le projet d'éducation STEM de l'AUDA-NEPAD vise à contribuer à l'effort des pays africains pour relever les défis de la prestation de l'éducation STEM et des résultats d'apprentissage sur le continent. Le projet se concentre sur l'exploration des défis de chaque pays et sur le développement d'interventions spécifiques au contexte visant à renforcer la capacité des institutions de formation initiale, continue et tertiaire qui forment les enseignants en vue de leur déploiement dans les écoles primaires et secondaires.

En 2022, 280 enseignants en formation initiale et en cours d'emploi, des responsables politiques et des décideurs des ministères de l'éducation, de la science et de la technologie, et de l'enseignement ont reçu un soutien en matière de pédagogie et de méthodologies d'enseignement adaptées aux STEM. Les capacités de plus de 40 praticiens de l'éducation des États membres de la CEDEAO ont été renforcées pour s'engager plus efficacement dans les réformes des programmes d'éducation formelle et informelle axées sur les sciences et la technologie. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des exigences du marché du travail de la 4^{ème} révolution industrielle et du besoin croissant d'exploiter les technologies émergentes. En outre, la sensibilisation à la stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA) a été renforcée par quatre ateliers de sensibilisation dans les pays, qui se sont tenus en Afrique du Sud, au Mozambique, en Éthiopie et au Nigeria, et qui ont touché plus de 30 praticiens de l'éducation nationale issus d'établissements d'enseignement, de ministères de l'éducation et de la STI ainsi que d'universités. Par ailleurs, des conseils techniques ont été fournis au Malawi dans le cadre de la révision de la politique d'éducation du pays afin qu'elle soit plus adaptée aux STEM.

Indicateurs africains de la science, de la technologie et de l'innovation

L'initiative des indicateurs africains de la science, de la technologie et de l'innovation, qui en est à sa quatrième phase, a touché plus de 30 pays africains et différents acteurs des écosystèmes de la recherche et de l'innovation dans le cadre du Forum annuel STI. Le Forum a permis de partager les expériences et les connaissances utilisées pour définir la mesure des performances en matière de recherche et d'innovation dans tous les secteurs de l'économie.



Renforcement des systèmes de planification nationaux

- **Soutien à l'Eswatini pour renforcer l'infrastructure nationale des données relatives aux systèmes de planification nationaux**



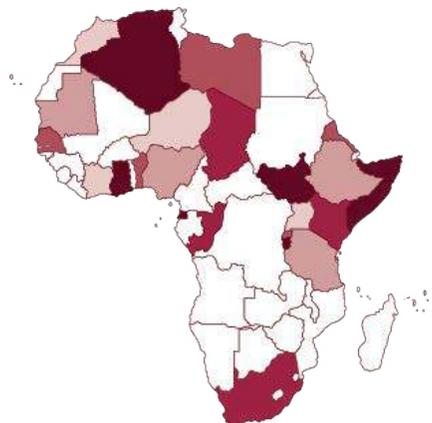
Soutien à l'Eswatini pour renforcer l'infrastructure nationale des données relatives aux systèmes de planification nationaux. Des efforts sont en cours pour renforcer les systèmes d'infrastructure de données nationales et infranationales pour les systèmes de planification nationaux au Sénégal, au Ghana, en Eswatini, au Mozambique et au Kenya. Dans le même ordre d'idées, un soutien technique a été fourni à l'Eswatini pour l'acquisition et le déploiement d'une infrastructure de données permettant de relier et d'intégrer des données et des informations multisectorielles sur l'innovation. En outre, un soutien technique a

été apporté à l'élaboration du cadre de politique des données de l'Union africaine, qui a été approuvé par la Conférence de l'UA en 2022.

Regarder vers l'avenir - Prospective et élaboration de scénarios

- **18 pays africains ont été formés sur la plateforme de prévision pour renforcer les capacités systémiques des pays en matière d'élaboration de scénarios**

En collaboration avec l'Institute of Security Studies (ISS), l'AUDA-NEPAD a formé dix-huit (18) États membres de l'UA (Afrique du Sud, Algérie, Burundi, République du Congo, Érythrée, Éthiopie, Guinée équatoriale, Kenya, Libye, Mauritanie, Maroc, Niger, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Somalie, Soudan du Sud et Tchad) sur une méthodologie standard et une plateforme de prévision ancrée sur le modèle International Futures (Ifs). Cette formation s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer les capacités systémiques des pays en matière d'élaboration de scénarios,



de modélisation prospective et de planification à long terme. En outre, les plateformes de parties prenantes au niveau national ont produit et validé trois rapports d'études prévisionnelles au niveau national pour le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda. Par ailleurs, l'AUDA-NEPAD, par l'intermédiaire du Policy Bridge Tank de l'Agence, a réuni des groupes de réflexion africains de premier plan pour combler le fossé entre les connaissances et l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, couvrant neuf (9) pays, à savoir le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Maroc, le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Sénégal et la Tanzanie.

Renforcer les capacités des États membres de l'UA pour un engagement citoyen efficace

L'AUDA-NEPAD a travaillé avec la CUA et d'autres partenaires de mise en œuvre pour produire le Manuel de l'UA sur l'engagement des citoyens. Le manuel fournit un cadre commun pour l'engagement des citoyens à travers les différents organes de l'UA, les institutions, les EM et les acteurs non étatiques. Le manuel est un outil essentiel pour favoriser une participation et un engagement structures du citoyen dans la mise en œuvre de l'Agenda 2063. Le manuel sera officiellement lancé lors du Sommet de l'UA de février 2023.

L'AUDA-NEPAD accorde une valeur primordiale aux données, aux compétences, aux outils et aux informations afin de concevoir des solutions accessibles aux citoyens africains pour favoriser une croissance inclusive et créer une valeur économique et sociale. À cet égard, l'AUDA-NEPAD est en train de mettre en place une plateforme d'engagement des citoyens (CEP) permettant aux citoyens africains de communiquer et d'accéder aux informations, d'interagir et de participer aux initiatives de développement aux niveaux continental, régional, national et infranational dans le cadre de l'Agenda 2063. La plateforme est en phase de test et des modules ont été mis au point.

Dans le cadre de ces efforts, l'AUDA-NEPAD a entrepris le renforcement des capacités nationales et des consultations multipartites sur la Plateforme d'engagement des citoyens et le Manuel d'engagement des citoyens en Ouganda et au Cameroun. Les engagements dirigés par les gouvernements ont fourni un appui à la domestication et au plaidoyer au niveau national pour les cadres et outils de DataCipation (PEC et CEH) pour des engagements citoyens efficaces. Le Kenya, l'Égypte, le Sénégal et l'Eswatini ont été désignés pour le renforcement des capacités en 2023.



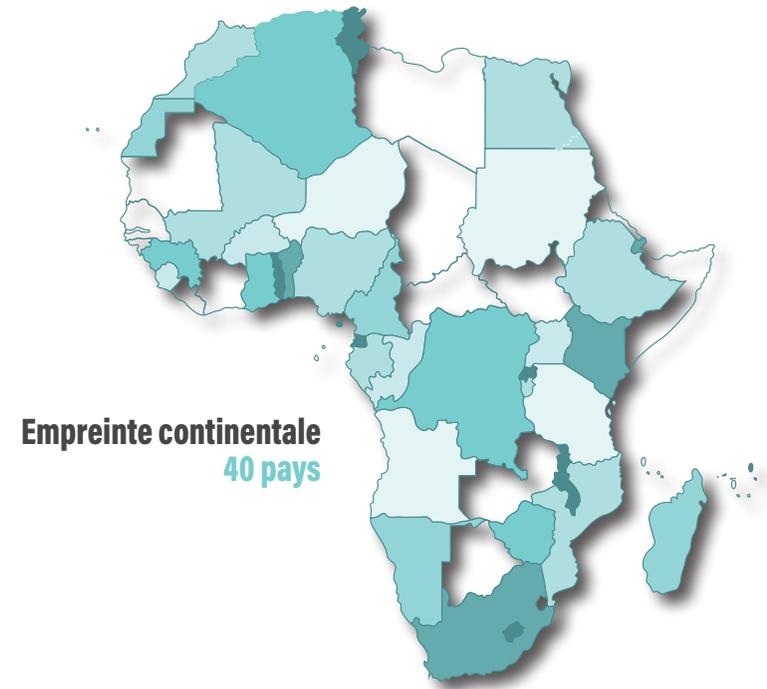
Mettre en œuvre le Partenariat mondial pour une coopération efficace au développement

L'AUDA-NEPAD soutient la République démocratique du Congo (RDC) qui assure la co-présidence du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (PMCED), dans le processus d'engagement et de consultation en fournissant un soutien technique, des services consultatifs et en facilitant la convocation de la composante africaine lors de la préparation de la réunion de haut niveau (RHN) sur l'efficacité du développement. Ce soutien vise à galvaniser une position africaine commune pour influencer l'avenir de la qualité de l'aide publique au développement et des systèmes de coopération au développement. Dans le cadre de la feuille de route, l'AUDA-NEPAD a organisé trois rencontres avec les parties prenantes africaines à Kigali (Rwanda), Cotonou (Bénin) et Lusaka (Zambie), présidées par la RDC en sa qualité de coprésidente, afin de s'assurer que les résultats du processus de réforme, ainsi que le document final de la troisième réunion de haut niveau, soient adoptés par les parties prenantes africaines pour plus de pertinence et pour permettre une mise en œuvre efficace dans les pays.

L'AUDA-NEPAD, en collaboration avec la co-présidente, la République démocratique du Congo (RDC), appuie les États membres de l'UA dans le cadre du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (PMCED). Les États membres de l'UA défendent les priorités de développement menées par les pays comme base d'une coopération efficace au développement. Au cours de l'année considérée, trois consultations régionales avec les États membres, les acteurs non étatiques et les groupes parlementaires ont été entreprises au Bénin, au Rwanda et en Zambie en vue de l'élaboration d'une position africaine commune. La position commune a orienté les négociations lors de la 3ème réunion de haut niveau (RHN3) sur le PMCED, tenue à Genève, Suisse. Dans le cadre de cet effort, 37 États membres de l'UA effectueront un suivi de la coopération efficace au service du développement en utilisant un cadre commun pour appuyer la mise en œuvre axée sur les résultats.



Systemes de santé



23 États membres ont ratifié L'Agence africaine des médicaments

pour améliorer l'accès à des médicaments de qualité, sûrs et garantis



13 États membres ont intégré la loi type de l'UA sur les produits médicaux

et sept de ces pays ont créé des agences de réglementation semi-autonomes



950,000 patients africains ont été soignés



par les entreprises de soins de santé locales soutenues par l'AUDA et le NEPAD

Soutien à 7 pays africains sur les systèmes de réglementation des outils de lutte contre les vecteurs

afin de renforcer le développement, la réglementation et le déploiement de la technologie de transmission génétique



Élaboration d'une stratégie régionale et de plans nationaux

pour engager le secteur privé dans la lutte contre la tuberculose



Rédaction d'un Compendium des bonnes politiques et pratiques pharmaceutiques

sur la base d'une réunion de 8 États membres, 2 CER et 3 associations régionales africaines de fabricants de produits pharmaceutiques

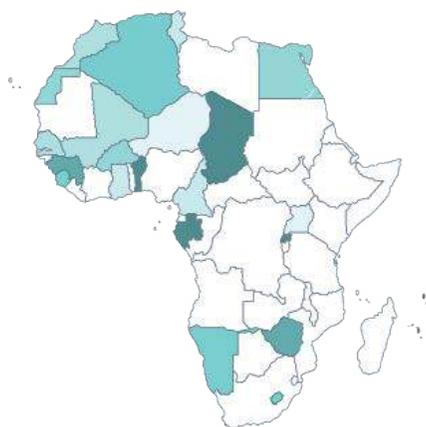


Renforcer la voix de l'Afrique sur les Conducteurs de gènes

pour éliminer les maladies à transmission vectorielle, notamment le paludisme

Amélioration de l'accès à des médicaments sûrs, efficaces et dont la qualité est garantie par la création de l'Agence africaine des médicaments

- **Soutien à l'opérationnalisation de l'Agence africaine des médicaments (AMA) - Un total de 23 pays ont ratifié le traité de l'AMA**



Les médicaments sûrs, de bonne qualité et abordables ne sont pas facilement disponibles dans de nombreux pays africains en raison de cadres juridiques inexistant, faibles ou obsolètes et de capacités limitées. La pandémie de la COVID-19 a exacerbé cette situation. Au niveau continental, l'AUDA-NEPAD a fait pression pour la création de l'Agence africaine des médicaments (AMA) par le biais du Programme d'harmonisation de la réglementation des médicaments en Afrique (HRMA). L'AMA est entrée en vigueur le 5 novembre 2021 en tant qu'agence

spécialisée pour améliorer l'accès à des médicaments sûrs, efficaces et de qualité assurée en renforçant la capacité des pays à améliorer l'harmonisation réglementaire et la fiabilité, à accroître l'efficacité et l'efficacités, et à unifier l'approche des examens et des approbations de produits dans toute la région. Jusqu'à présent, l'AMA a été ratifié par 23 États membres de l'UA. L'AUDA-NEPAD a entrepris des évaluations nationales et a préparé des rapports d'évaluation pour les huit (8) pays qui ont exprimé leur intérêt à accueillir le siège de l'AMA. La conférence des États parties a adopté le rapport. La réunion du Conseil exécutif tenue en juillet 2022 à Lusaka, Zambie, a choisi le Rwanda pour accueillir le siège de l'AMA. La Conférence des régulateurs de médicaments africains, qui est l'organe décisionnel le plus élevé de la HRMA a approuvé un total de neuf comités techniques (CT) pour soutenir l'opérationnalisation d'AMA et assurer la surveillance réglementaire des vaccins par le biais des Partenariats pour la fabrication de vaccins en Afrique. Les CT sont le Forum africain de réglementation des vaccins, les bonnes pratiques de fabrication, le Forum africain sur la qualité des médicaments, la pharmacovigilance, le développement des capacités réglementaires, la politique des médicaments et les réformes réglementaires, les systèmes de gestion de l'information et le Forum africain sur les dispositifs médicaux et l'évaluation des produits médicaux. Huit de ces CT sur neuf ont été établis et opérationnalisés.

L'AUDA-NEPAD a signé une subvention de 5 millions d'euros avec l'UE pour le programme HRMA et l'opérationnalisation d'AMA afin d'accélérer la mise en œuvre du Plan de fabrication de produits pharmaceutiques pour l'Afrique (PMPA) et de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Intégration de la loi type de l'UA sur les produits médicaux

- 13 pays ont intégré la loi type de l'UA sur les produits médicaux ; parmi eux, et sept (7) pays ont établi des agences de réglementation semi-autonomes

La mise en œuvre de la Loi type de l'Union africaine sur les produits médicaux a pris de l'ampleur puisque quatre (4) pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Gambie) ont intégré la Loi type de l'UA sur la réglementation des produits médicaux, ce qui porte le nombre total à 13 États membres de l'UA. Parmi ceux-ci, sept (7) pays ont établi des agences de réglementation semi-autonomes. La loi type de l'UA guide les États membres et les CER dans l'harmonisation des systèmes de réglementation des produits médicaux.



Amélioration de la fabrication locale des produits pharmaceutiques et des vaccins



- La réunion de 8 États membres a donné lieu à l'élaboration d'un recueil de bonnes politiques et pratiques pharmaceutiques

La pandémie de la COVID-19 a rappelé l'importance de mettre en place des systèmes de santé résilients. Il est essentiel de renforcer les capacités locales de l'Afrique à produire les produits médicaux, les technologies de la santé et les équipements médicaux dont elle a tant besoin.

L'AUDA-NEPAD a profité de cet élan pour élaborer un cadre de gouvernance garantissant que le nombre croissant d'initiatives de production locale soit efficacement coordonné et réalisé conformément à la vision du Plan de fabrication pharmaceutique pour l'Afrique (PMPA). Les structures du cadre de gouvernance visent à coordonner et à galvaniser les efforts en mettant en commun le soutien de multiples parties prenantes pour la mise en œuvre quotidienne de sept domaines de travail clés, à savoir : les affaires réglementaires, la recherche et le développement (R&D) et le transfert de technologie ; les systèmes de données et d'information sur le marché ; le renforcement des capacités et la formation ; la gestion des achats et de la chaîne d'approvisionnement ; l'accès au capital et les politiques et incitations. En outre, un recueil de bonnes pratiques et politiques pharmaceutiques a été élaboré afin de créer un environnement favorable à la croissance du secteur pharmaceutique en Afrique.



Renforcement de la résilience de l'Afrique face aux pandémies en accélérant le soutien aux solutions locales

- **18 millions de dollars E-U. ont été collectés** pour développer les entreprises de soins de santé locales
- **1.400 employés ont été embauchés** par l'AUDA-NEPAD pour soutenir les entreprises de santé locales
- **-9 millions de dollars E-U. de valeur ajoutée** pour la fabrication locale de biens ont été créés

La pandémie de la COVID-19 a mis en évidence les lacunes persistantes des systèmes de santé africains, notamment la faible capacité des soins de santé et la dépendance à l'égard des chaînes d'approvisionnement externes. Les solutions locales (SL) africaines ont le potentiel de rendre le continent plus résilient aux épidémies, mais étant donné l'état naissant de l'écosystème de soutien, beaucoup d'entre elles sont actuellement confrontées à des défis de mise à l'échelle, notamment celles de nature transfrontalière. L'Accélérateur de solutions locales (SL) pour la résilience aux pandémies a soutenu la croissance des entreprises africaines de soins de santé afin de renforcer la résilience du continent aux pandémies. Cet objectif a été atteint en offrant un soutien pratique et personnalisé aux entreprises de soins de santé en phase de croissance et de maturité. L'accélérateur est une initiative conjointe fondée par l'AUDA-NEPAD en partenariat avec l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). Il a été étendu avec succès à travers l'Afrique, où il a aidé sa deuxième cohorte de 14 solutions locales, portant le nombre total à 19 SL avec une empreinte dans 28 pays africains. La nouvelle cohorte comprend African Health Holdings (désormais connu sous le nom de CarePoint), Appy Saúde, DataPathology, Dawa Life Sciences, Doctoor, Doctor on Call, MdaaS Global, Online Clinic Yathu (OCLIYA), Polyclinique Pasteur, Rology, Simbona, Sinapi, Streamline et WiiQare, soutenus par un réseau qui comprend le Programme alimentaire mondial, Africa CDC, GIZ, Rwandan Development Board, CSIR, AAIC, Ecobank Foundation, Aga Khan Foundation, World Health Organization, UNIDO, Afreximbank et d'autres.

Surveillance de la sécurité des vaccins la COVID-19

- **36.000 effets indésirables suivant la vaccination ont été enregistrés** dans le système de données transnational africain chargé de surveiller la sécurité des vaccins



La détection des effets indésirables après une vaccination est essentielle pour garantir que les produits vaccinaux sont sûrs et administrés en toute sécurité. Cependant, il n'existe actuellement aucun système standard de surveillance des vaccins et aucune donnée africaine pour surveiller la sécurité des vaccins pour la population africaine. Le programme AU3S (AU Smart Safety Surveillance) soutient la surveillance de la sécurité des vaccins de la COVID-19 en Afrique pour cinq pays, dont l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Nigeria et l'Afrique

du Sud, couvrant 35 % de la population du continent. Le programme a établi un groupe multi-pays d'experts en sécurité approuvé par les ministres du 4ème Bureau de l'UA du Comité technique spécialisé sur l'éducation, la science et la technologie afin d'émettre des recommandations scientifiques solides pour l'utilisation sûre des produits médicaux. La collecte électronique des données de sécurité a été améliorée grâce au déploiement de l'application Med Safety App dans les pays pilotes. L'application Med Safety App est une application mobile permettant aux professionnels de la santé et au grand public de soumettre des rapports sur les effets indésirables présumés des médicaments et des vaccins. L'application a été développée grâce à une collaboration entre l'Initiative pour les médicaments innovants (IMI) WEB-RADR, l'OMS et le Centre collaborateur de l'OMS pour la surveillance internationale des médicaments, le Centre de surveillance d'Uppsala (UMC) et compte actuellement 80 000 utilisateurs. L'AU3S a développé et lancé un formulaire de déclaration spécifique aux vaccins pour la Med Safety App, basé sur les 25 variables de base de l'OMS pour la déclaration des effets indésirables suivant la vaccination (AEFI). Jusqu'à présent, plus de 36.000 rapports d'effets indésirables suivant la vaccination ont été enregistrés dans le système d'intégration des données transnationales des cinq pays pilotes. Les travaux ont progressé en vue d'inclure d'autres produits médicaux prioritaires pour les maladies prioritaires de l'UA telles que le VIH, la tuberculose et le paludisme et, à terme, d'établir une base de données de sécurité centralisée appartenant à l'Afrique, connue sous le nom de système AfriVigilance.



Lutte contre la tuberculose

- 143 praticiens de la santé et de la sécurité au travail ont été formés pour renforcer les capacités de prévention, de détection et de traitement de la tuberculose au Lesotho, au Malawi, au Mozambique et en Zambie

La tuberculose (TB) reste un problème de santé publique important en Afrique australe, avec un impact économique considérable. Malgré les progrès réalisés au niveau mondial dans la lutte contre la maladie, le fardeau est encore inacceptable en Afrique australe. La région a l'un des taux de tuberculose par habitant les plus élevés au monde. Dans le cadre du projet SATBHSS ("Soutenir les systèmes de santé et de lutte contre la tuberculose en Afrique australe"), 143 praticiens de la santé et de la sécurité au travail ont été formés pour renforcer la capacité régionale de prévention, de détection et de traitement de la tuberculose au profit du Lesotho, du Malawi, du Mozambique et de la Zambie. Le SATBHSS a également soutenu des interventions sur l'engagement du secteur privé dans la santé. Cela comprenait l'élaboration d'une stratégie régionale et de plans nationaux sur l'engagement du secteur privé dans la lutte contre la tuberculose, le cadre de l'UA pour l'engagement du secteur privé dans la santé et un dialogue sur l'engagement du secteur privé.



Renforcement des systèmes de soins de santé primaires

- 5 Pays ont été soutenus dans l'établissement des besoins en matière de formation, de perfectionnement et d'éducation sanitaire

Les faits démontrent que lorsqu'ils sont dispensés de manière efficace, les soins de santé primaires constituent le volet le plus rentable du système de santé et peuvent remédier aux inégalités existantes en matière de santé. À cet égard, l'AUDA-NEPAD a conçu et lancé le projet Bijimi de soins de santé primaires dans cinq (5) États membres (Burundi, République centrafricaine, Tchad,

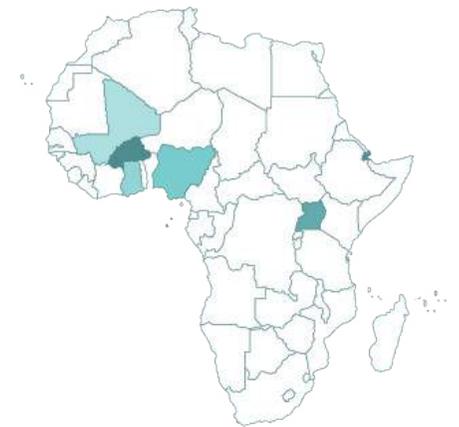


Lesotho et Sud-Soudan) pour perfectionner les compétences des agents de santé communautaires et renforcer l'infrastructure de la chaîne d'approvisionnement à l'appui des services de soins de santé primaires. Une étude de base a été menée dans les cinq pays pilotes afin de déterminer les besoins en matière de formation, de perfectionnement et d'éducation sanitaire dans les zones rurales des pays pilotes visant 45.000 personnes.

Gestion intégrée des vecteurs pour éliminer le paludisme

- Renforcement de la voix de l'Afrique sur la gestion intégrée des vecteurs en soutenant le Groupe africain de négociateurs dans les forums internationaux
- Élaboration de 7 lignes directrices, pour réglementer la recherche sur les gènes, y compris les moustiques génétiquement modifiés
- Soutien à 7 pays pour le renforcement des systèmes de réglementation des outils de lutte contre les vecteurs, notamment le Burkina Faso, Djibouti, le Ghana, le Mali, le Nigeria, São Tomé et Príncipe et l'Ouganda.

L'Afrique présente un fardeau élevé et inquiétant de maladies à transmission vectorielle, principalement le paludisme, la fièvre jaune, le chikungunya, la dengue et la schistosomiase. Le paludisme est la maladie à transmission vectorielle la plus dévastatrice du continent, causant environ 400.000 décès par an, surtout chez les enfants de moins de cinq ans. On estime que 12 milliards de dollars E-U sont perdus chaque année à cause du paludisme. Le programme de gestion intégrée des vecteurs (GIV) de l'AUDA-NEPAD a continué à soutenir le développement, la réglementation et le déploiement de la technologie de transmission génétique en se concentrant initialement sur l'élimination du paludisme. Dans le cadre de ces efforts, l'AUDA-NEPAD a soutenu le groupe africain de négociateurs lors de réunions et de processus clés sur les outils d'orientation de l'évaluation des risques pour les organismes vivants modifiés (OVM) afin de renforcer une voix commune africaine sur les transmissions génétiques. Sept lignes directrices pour réglementer la recherche sur les transmissions génétiques dans divers domaines - y compris les moustiques génétiquement modifiés et le soutien aux comités institutionnels de biosécurité - ont été élaborées par la plateforme de gestion intégrée des vecteurs en Afrique de l'Ouest en collaboration avec l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS). Un rapport supplémentaire sur les transmissions génétiques pour l'élimination du paludisme, destiné à guider les États membres dans l'exploitation de la technologie par le biais d'une réglementation efficace pour l'élimination du paludisme, a été produit par le panel de haut niveau de l'UA sur



les technologies émergentes (APET). Le panel a également élaboré le document de politique d'édition du génome de l'APET pour guider l'utilisation de l'édition du génome dans les systèmes alimentaires et de santé. Un soutien au renforcement des systèmes de réglementation des outils de lutte antivectorielle a été fourni au Burkina Faso, à Djibouti, au Ghana, au Mali, au Nigeria, à São Tomé et Príncipe et à l'Ouganda. Des consultations d'experts ont été entreprises avec de nouveaux pays afin de développer une stratégie pour fournir un soutien technique consultatif sur les transmissions génétiques pour l'éradication du paludisme. De plus, des discussions entre les parties prenantes de la GIV avec les développeurs de la lutte antivectorielle génétique et les régulateurs de santé du Burkina, du Ghana et du Mali ont été organisées pour guider les développements de la réglementation et des lignes directrices autour des essais sur le terrain à venir. En outre, des comités institutionnels de biosécurité ont été mis en place au Mali et au Burkina Faso pour fournir une assistance technique dans la demande d'examen des études PCR avec des moustiques modifiés non viables dans les deux pays. Une formation et une assistance technique aux membres du comité international de biosécurité (CIB) sur une revue de dossier et un document de décision ont été fournies pour l'application de la technologie de gène drive au Burkina Faso.



Création de pôles innovants de financement de la santé

L'AUDA-NEPAD coordonne l'opérationnalisation des centres régionaux de financement de la santé et des axes de travail sur l'engagement du secteur privé de la Déclaration de l'African Leadership Meeting (ALM) sur le financement de la santé. La Déclaration de l'ALM vise à accroître les investissements nationaux dans la santé. Grâce aux pôles régionaux, les États membres reçoivent un soutien technique de l'AUDA-NEPAD pour améliorer les systèmes nationaux de financement de la santé et attirer les capitaux privés dans le secteur de la santé en créant un climat d'investissement propice et en assurant l'alignement des efforts des partenaires sur les priorités de financement de la santé du continent. Des progrès significatifs ont été réalisés dans la transition de la conception à l'établissement et à l'opérationnalisation des pôles régionaux de financement de la santé. Un manuel de conception et d'exploitation, qui a été élaboré par le biais d'un processus consultatif, a été essentiel pour développer une compréhension et une application contextuelles des principes de base, des objectifs, des fonctions et du cadre opérationnel global des pôles, ainsi que des rôles et responsabilités de la CUA, de l'AUDA-NEPAD, des CER et des États membres dans la mise en œuvre de la déclaration ALM-Investing in Health. En étroite coordination avec les parties prenantes de l'ALM, l'AUDA-NEPAD a fourni un soutien technique pour l'établissement et l'opérationnalisation d'un pôle de financement régional dans la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), suite à l'approbation des ministres africains des finances et de la santé, ainsi que l'opérationnalisation d'un hub dans la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE). Dans la SADC, la mise en œuvre est en cours par le biais d'activités clés, notamment des dialogues sur le financement de la santé, avec le soutien technique et financier de l'AUDA-NEPAD, du Fonds mondial et d'autres partenaires au développement. Le Malawi a commencé le processus d'intégration de la Déclaration de l'ALM. Dans la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), le plan opérationnel et le budget ont été approuvés par le groupe de travail d'experts (GTE) et sont mis en œuvre dans toute la région par le biais du déploiement du module de financement de la santé, d'un projet pilote au Burundi, au Kenya et au Rwanda, avec des plans pour organiser des dialogues nationaux sur le financement de la santé dans ces mêmes pays.

L'AUDA-NEPAD a étendu son engagement avec d'autres régions, notamment la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), afin de commencer les activités de conception et de mise en œuvre de leurs centres de financement régionaux. Ces engagements initiaux visent à évaluer les structures, les programmes et les capacités de financement de la santé existants au sein des États membres et des CER pour informer le processus de conception et d'opérationnalisation dans ces CER. Des plans d'action ont été élaborés pour accélérer l'établissement et l'opérationnalisation de ces centres de financement régionaux. Les consultations initiales avec toutes les régions seront achevées en 2023.

Financement de la recherche et du développement par la Coalition pour la recherche et l'innovation en Afrique (CARI)

Les pays africains doivent investir dans la recherche et le développement (R&D) pour déterminer et réaliser pleinement le potentiel de la STI pour la croissance économique. Il est essentiel de mobiliser des ressources nationales adéquates et durables pour la R&D afin d'augmenter les volumes de ressources et la productivité des investissements, et ainsi améliorer la qualité de la R&D. Par le biais de la Coalition pour la recherche et l'innovation en Afrique (CARI), l'AUDA-NEPAD continue de servir de courtier pour les investissements dans la recherche en Afrique sur les plateformes nationales et internationales. L'AUDA-NEPAD a engagé des consultations techniques avec les États membres sur la mobilisation des investissements nationaux pour la R&D en Afrique. Ces engagements ont permis à l'AUDA-NEPAD d'examiner et d'évaluer les stratégies optimales pour débloquer les investissements nationaux dans la R&D sur le continent. En outre, ils ont fourni une plateforme pour réfléchir aux mécanismes qui peuvent être adoptés pour exploiter davantage les investissements nationaux dans la R&D, en établissant de grands défis nationaux dans les États membres qui amplifient le rôle des gouvernements dans la stimulation des ressources vers leurs priorités STI, santé et développement. L'AUDA-NEPAD continue de s'appuyer sur son pouvoir de rassemblement et son mandat pour coordonner et convoquer divers groupes de parties prenantes des secteurs public et privé afin d'accroître les investissements dans la R&D.



Définition des priorités scientifiques

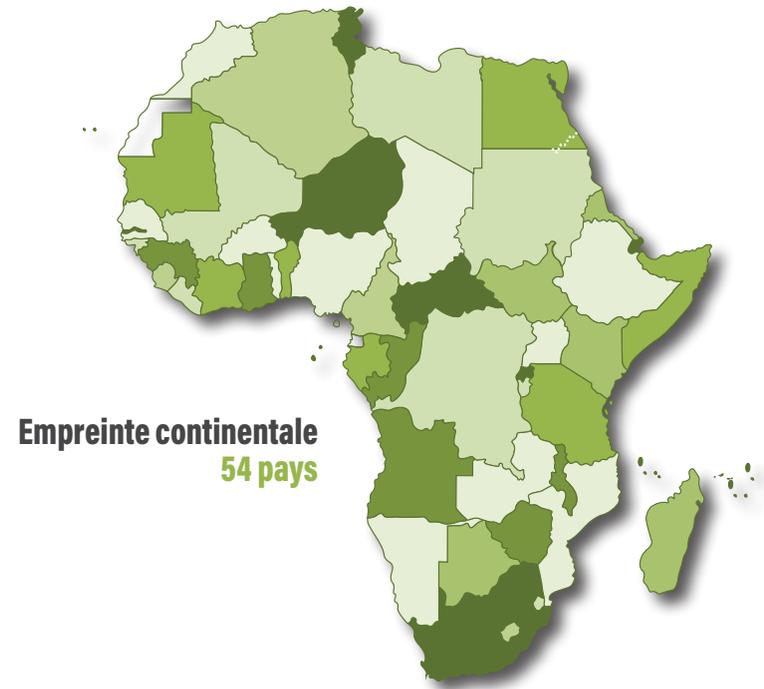
Le choc de la pandémie mondiale de la COVID-19 a mis en évidence la nécessité pour l'Afrique de renforcer ses systèmes de santé et d'accroître son niveau de préparation pour faire face aux futures crises sanitaires. L'AUDA-NEPAD a réuni les États membres et les CER pour revoir les priorités scientifiques fixées par l'Agenda 2063, la stratégie de l'UA pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique (STISA) 2024, et les plans de développement nationaux afin de relever les défis liés à la pandémie et de réaligner les priorités sur le paysage sanitaire actuel. Les interventions ont visé à établir un consensus autour des priorités scientifiques qui donneront aux pays africains le meilleur retour sur investissement et répondront aux besoins des citoyens. Plusieurs notes d'orientation ont été élaborées pour guider le processus d'établissement des priorités scientifiques en vue de l'allocation des ressources aux programmes scientifiques nationaux ou des données probantes de haut niveau et des renseignements politiques appropriés en vue de renforcer les arguments des plaidoyers auprès des dirigeants politiques des États membres de l'UA. Par le biais des canaux de l'UA et d'autres plateformes, des messages clés et des communiqués sur les priorités scientifiques des Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU ont été diffusés pour rationaliser et renforcer les engagements des États membres envers les priorités scientifiques.

Fonds de développement AUDA-NEPAD

L'immense tâche de réaliser les objectifs de développement de l'Afrique, tels que définis dans l'Agenda 2063, ne peut être accomplie qu'avec des ressources suffisantes et durables, efficacement canalisées vers les problèmes les plus urgents de l'Afrique. En conséquence, les dirigeants africains ont reconnu le besoin urgent de rechercher, d'élargir et de mettre en œuvre des modèles de financement durables afin de combler les lacunes en matière de ressources dans la croissance transformatrice de l'Afrique. L'AUDA-NEPAD vise à opérationnaliser pleinement le Fonds de développement de l'AUDA-NEPAD (UAFD), tel que mandaté par le 35^{ème} Sommet de l'UA. Cet instrument de financement phare vise à stimuler les efforts de mobilisation des ressources et les mécanismes de financement innovants en concevant et en administrant des modèles de fonds flexibles pour étendre et diriger les ressources du développement durable vers les priorités les plus essentielles de l'Afrique. Le Fonds entend soutenir les principaux efforts régionaux et continentaux en servant d'instrument de financement relais pour les programmes de transformation essentiels qui sont sous-financés, tout en maintenant la cohérence et l'alignement financiers pour une utilisation efficace des ressources. Conformément aux fonctions du Fonds consistant à recevoir, détenir, décaisser et reconstituer les ressources, des progrès considérables ont été réalisés en 2022. Au début de l'année, les États membres ont alloué 233.000 dollars E-U. pour soutenir le travail sur le financement innovant de la santé. En outre, le UAFD a reçu 5,5 million dollars E-U. de la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF) pour financer les travaux sur la surveillance intelligente de la sécurité au sein des États membres dans le cadre du programme de surveillance intelligente de la sécurité de l'Union africaine (AU-3S). Par ailleurs, le Fonds a pu reconstituer ses ressources en mobilisant 4 millions dollars E.-U. supplémentaires pour soutenir davantage les États membres dans le cadre du programme AU-3S.



Systemes alimentaires



Suivi des progrès des
51 États membres concernant les objectifs et cibles agricoles à atteindre d'ici 2025 dans le cadre de la Déclaration de Malabo



33 pays africains s'engagent à restaurer



129 millions d'hectares de terres et de forêts dégradées d'ici 2030



Mise en œuvre de la position commune africaine sur les systèmes alimentaires ;

conduite et coordination de l'évaluation des besoins des États membres en matière de systèmes alimentaires durables dans 8 pays

Suivi des progrès des engagements agricoles

et co-lancement du 3^e rapport d'activité biennal du PDDAA



Amplification de la voix de l'Afrique à la COP27

et à la COP15 pour défendre les intérêts et les priorités du continent en matière de changement climatique, de biodiversité et de désertification



11 États membres dotés de capacités en matière de pratiques de biosécurité et de biotechnologie

pour améliorer les systèmes agricoles et alimentaires



Plaidoyer en faveur de l'alimentation scolaire "produite localement"

pour augmenter le volume et la qualité des repas scolaires nutritifs grâce à des aliments produits dans le pays





Promotion des systèmes alimentaires résilients en Afrique

- **Renforcement de la position commune de l'Afrique sur les systèmes alimentaires et le changement climatique**

Tirant parti de l'élan du Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires (SNUSA/UNFSS) de 2021 et de la Position commune africaine sur les systèmes alimentaires, l'Agence a tenu huit (8) engagements dans les pays pour soutenir les États membres vers une articulation claire des besoins de systèmes alimentaires résilients et adaptatifs au niveau national, dans le contexte des Agendas 2063 et 2030, à traiter par un programme continental basé sur des données probantes. Des données essentielles ont été recueillies auprès des parties prenantes nationales d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Est en vue de l'achèvement de l'analyse des besoins en matière de renforcement des capacités au cours du premier trimestre de 2023 dans le cadre du Centre d'excellence des ressources rurales et des systèmes alimentaires. L'analyse à ce jour montre plusieurs besoins croisés qui appellent une approche intégrée des systèmes alimentaires et du développement socio-économique. Les interventions doivent se concentrer sur les chaînes de valeur et d'approvisionnement, y compris le financement et les investissements, avec une demande prévue pour la recherche et le développement (R & D), et en particulier les innovations et les technologies fondées sur la science, pour optimiser la production, la transformation, le stockage et les marchés.

Année africaine de la nutrition et de la sécurité alimentaire

- **Lancement de l'Année de la nutrition de l'UA au Nigeria pour partager les bonnes pratiques du pays en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle**

2022 a été déclarée Année africaine de la nutrition et de la sécurité alimentaire sous le thème "Renforcer la résilience en matière de nutrition et de sécurité alimentaire sur le continent africain : Renforcement des systèmes agroalimentaires, de la santé et des systèmes de protection sociale pour accélérer le développement du capital humain, social et économique". Ce thème s'appuie sur les résultats du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et sur la Position commune africaine sur les systèmes alimentaires, adoptée par les dirigeants africains en 2021. Dans le cadre du programme de l'AUDA-NEPAD sur la nutrition et les systèmes alimentaires, l'Agence a continué à catalyser et à relever les défis de la sécurité alimentaire et nutritionnelle par le biais d'une approche multisectorielle et multipartite, impliquant une série d'actions synergiques de plusieurs secteurs et une coordination multipartite. L'une des priorités de l'Année de la nutrition de l'UA a été le renforcement de la gestion des données, des systèmes d'information et de la diffusion des connaissances pour éclairer la prise de décision. À cet égard, un soutien technique a été apporté au lancement national de l'Année de la nutrition de l'UA au Nigeria et au partage des bonnes pratiques en matière de données et de gestion de la nutrition.

Extension de l'alimentation scolaire produite localement sur tout le continent

- **Réunion de 16 pays** pour partager les bonnes pratiques sur les programmes d'alimentation scolaire produite localement

Des efforts ont été déployés pour augmenter le volume et la qualité des repas scolaires nutritifs par la production et l'achat d'aliments diversifiés au niveau local, notamment par les petits exploitants agricoles. Cela a impliqué des interventions de plaidoyer visant à renforcer l'engagement du secteur privé dans l'alimentation scolaire produite localement (ASPL). Seize (16) États membres ont été réunis pour partager les bonnes pratiques et les leçons apprises dans la mise en œuvre de leurs programmes nationaux respectifs d'alimentation scolaire à base de produits locaux. A ce titre, des lignes directrices pour la conception et la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire produite localement en Afrique ont été élaborées. Les lignes directrices servent de document de référence pour renforcer les programmes nationaux d'alimentation scolaire produite localement existants ou en créer de nouveaux sur le continent.

Renforcement de la voix de l'Afrique à la COP27 et la COP15

- **Plaidoyer pour les intérêts et les priorités de l'Afrique en matière de changement climatique et de biodiversité à la COP27 et la COP15**

L'AUDA-NEPAD a soutenu les États membres de l'UA pour renforcer la voix de l'Afrique dans les négociations mondiales sur le changement climatique lors de la 27^{ème} Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP27). Un soutien aux capacités a été fourni au groupe africain de négociateurs (GAN) en vue de préparer les positions communes sur les sujets thématiques clés qui ont été négociés, notamment le financement, les pertes et dommages, l'agriculture et l'adaptation, entre autres. L'AUDA-NEPAD a travaillé en étroite collaboration avec la CUA pour fournir un soutien au Comité des chefs d'État africains sur le changement climatique (CAHOSCC) afin de garantir que l'Afrique parle d'une seule voix dans les négociations mondiales sur le changement climatique. L'AUDA-NEPAD a collaboré avec d'autres institutions basées en Afrique pour apporter un soutien financier et technique à la mise en place du Pavillon de l'Afrique à la COP. Le Pavillon de l'Afrique est un espace physique à la COP qui permet aux États membres et à de nombreux acteurs africains d'organiser des événements qui présentent les innovations et les actions en faveur du climat.

L'AUDA-NEPAD a également soutenu les pays africains dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (COP15 CNUCLD), Abidjan, en Côte d'Ivoire. À cet égard, l'AUDA-NEPAD a co-organisé un atelier de formation pour le renforcement des capacités des pays de la Grande Muraille Verte de l'Afrique de l'Ouest. Il s'agissait du Burkina

Faso, du Bénin, du Cabo Verde, de la Côte d'Ivoire, de la Gambie, du Ghana, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, du Liberia, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Nigeria, du Sénégal, de la Sierra Leone et du Togo.

Soutien aux pays africains en vue de la promotion d'une position africaine commune sur la biodiversité à COP15

Au cours de l'année considérée, l'AUDA-NEPAD, en sa qualité de principale agence technique de l'Union, a soutenu, en partenariat avec la CUA, les États membres et le groupe des négociateurs africains en vue de la préparation et de la participation à la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité (COP15) tenue à Montréal (Canada) en 2022. La COP15 s'est déroulée sous la présidence de la Chine et a comporté les réunions simultanées de la Convention sur la diversité biologique et de ses protocoles, du Protocole de Carthagène sur la biosécurité et du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages des ressources génétiques. L'AUDA-NEPAD a réussi à fournir aux États membres un soutien technique préparatoire par le biais d'une documentation de référence à base scientifique visant à faire progresser les besoins des pays africains vers une position commune. En outre, l'Agence a fourni un soutien financier à soixante (60) délégués des États membres, dont quarante-sept (47) ont pris part avec succès à la Conférence sur la biodiversité. Cela a permis d'assurer une représentation adéquate lors des négociations, étant donné les diverses questions à l'étude et les intérêts de développement du continent. L'Agence a également fourni un soutien technique et rédactionnel, en tant que spécialiste du sujet, sur les différents points de l'ordre du jour. Cet appui a également consisté à organiser des sessions préparatoires et quotidiennes de planification stratégique qui ont abouti au succès de la défense et de la sauvegarde des intérêts de l'Afrique dans l'adoption du Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal (CMB). Les principales conclusions de la conférence qui présentaient un intérêt pour l'Afrique incluaient la décision de créer un fonds dédié à la biodiversité, disposant de ses propres mécanismes de gouvernance équitable et d'un engagement substantiel en matière d'APD ; une stratégie de mobilisation des ressources garantissant que le financement reste un élément permanent des réunions ultérieures, avec un processus de discussion des modalités ; un appel à la révision et à la réforme des institutions financières multilatérales. En outre, dans le cadre du CMB, une décision a été prise pour établir un mécanisme de partage juste et équitable des avantages liés à l'information sur les séquences numériques des ressources génétiques ; une flexibilité considérable dans la mise en œuvre nationale des 4 objectifs et des 23 cibles du CMB ; une reconnaissance de haut niveau de l'importance des peuples autochtones et des communautés locales ; et des dispositions sur le renforcement des capacités, la coopération technique et scientifique pour combler les lacunes en matière de capacités entre les parties développées et les parties en développement. Comme le veut la pratique établie, l'AUDA-NEPAD et la CUA prévoient de fournir un soutien en matière de coordination aux États membres de l'UA par le biais d'une réunion d'évaluation des résultats et d'un programme de travail en vue de la prochaine conférence des Nations Unies sur la biodiversité. Cela permettra de documenter les interventions programmatiques nécessaires pour que l'Afrique soit une force mondiale dans les négociations visant à garantir les intérêts de l'Afrique pour sa transformation socio-économique durable.

Faire progresser l'édition du génome pour améliorer l'agriculture et les systèmes alimentaires en Afrique

Engagement de six pays pour faire progresser l'édition du génome pour le développement et la commercialisation de produits



En adoptant une approche axée sur le marché, les engagements des parties prenantes dans six (6) pays d'Afrique de l'Est, d'Afrique australe et d'Afrique de l'Ouest, couvrant les scientifiques, les politiques et les décideurs, la R & D, les médias et le secteur privé, ont été achevés. Une base de référence a été établie sur la réceptivité et la sensibilisation du public aux outils d'édition du génome et à leur utilité pour optimiser l'agriculture en réduisant les coûts de production et les dommages causés à l'environnement, en renforçant la résistance aux risques climatiques, en améliorant la nutrition et la durée de conservation en vue d'améliorer les systèmes alimentaires, les entreprises agroalimentaires et la transformation socio-économique globale. Il ressort qu'il y a un bon niveau de réceptivité parmi les parties prenantes avec des points de vue très clairs sur la valeur de l'édition du génome qui s'appuie sur les engagements nationaux et régionaux précédents dans la biotechnologie en général, et explicite est le besoin pour le continent d'améliorer ses capacités à développer, consommer et commercialiser des produits édités par le génome résultant des propres efforts scientifiques, de biosécurité et de R & D de l'Afrique. Il existe des indicateurs plus puissants sur la nécessité d'améliorer l'environnement favorable, la science et les capacités de R & D, en collaboration avec le secteur privé, pour répondre aux besoins réels de la société et du développement par l'édition du génome pour le développement et la commercialisation des produits. Deux (2) pays sont en train de développer des stratégies de communication et des plans d'action nationaux sur l'édition du génome, en commençant par le Ghana, pour guider l'initiative qui englobera les petits exploitants agricoles.

Soutenir la fonctionnalité des systèmes de biosécurité pour permettre l'adoption en toute sécurité des cultures biotechnologiques afin d'accroître la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Soutien à 10 pays pour l'évaluation des risques et la prise de décision concernant les essais sur le terrain ou la dissémination dans l'environnement de cultures biotechnologiques.



La biotechnologie offre une excellente opportunité pour l'Afrique de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'améliorer les revenus et les moyens de subsistance d'un échantillon représentatif de la société, y compris les agriculteurs, les consommateurs, les transformateurs de produits alimentaires et les commerçants. Mais l'adoption de la biotechnologie moderne doit être soutenue par des systèmes de biosécurité fonctionnels et robustes pour garantir la sécurité de la santé humaine et animale et de l'environnement. Dans le cadre de ces efforts, le programme de biosécurité de l'AUDA-NEPAD a fourni une formation et un soutien technique aux régulateurs pour l'évaluation des risques et la prise de décision concernant les essais sur le terrain ou la dissémination dans l'environnement de cultures biotechnologiques au Burkina Faso, en Eswatini, en Éthiopie, au Malawi, au Kenya, au Ghana, au Nigeria, en Zambie, au Zimbabwe et au Rwanda. Des cultures et des caractéristiques agronomiques et leur autorisation réglementaire à divers stades ont été soutenues. Il s'agit notamment du maïs résistant aux insectes, du niébé résistant aux insectes, du coton à caractères superposés tolérant aux herbicides et résistant aux insectes, de la pomme de terre résistante à la maladie du mildiou et du manioc résistant aux maladies virales. Pour faciliter l'adoption des cultures biotechnologiques à caractères empilés déjà approuvées et des cultures biotechnologiques à génome modifié en cours de développement, une formation a été dispensée aux régulateurs de la biosécurité en Éthiopie, au Ghana, au Kenya, au Malawi et au Nigeria sur la réglementation des cultures biotechnologiques à caractères empilés et à génome modifié. Un soutien a également été apporté à ces pays pour l'élaboration de lignes directrices pour la réglementation des

cultures à caractères superposés et des cultures modifiées par le génome. La sensibilisation des décideurs de haut niveau est cruciale pour aider les pays à adopter des réglementations fondées sur la science qui leur permettent d'accéder à des cultures biotechnologiques bénéfiques pour le développement agricole et la croissance économique. Une formation de sensibilisation a été organisée au Zimbabwe pour les principales parties prenantes, notamment les membres des commissions parlementaires chargées de l'enseignement supérieur et tertiaire, du développement scientifique et technologique, de l'agriculture, de la santé et de l'environnement.

Empreinte continentale du Réseau africain d'expertise en biosécurité (ABNE)

NIGERIA

- Soutien au renforcement des capacités pour l'intendance, la gestion de la qualité des produits GM et/ou la surveillance post-dissémination
- L'Agence nationale de gestion de la biosécurité (NBMA) au Nigeria a délivré un permis de dissémination commerciale pour le maïs tolérant à la sécheresse et résistant aux insectes (TELA)
- Le Nigeria a élaboré et publié la politique et le plan d'action nationaux en matière de biosécurité 2022 - 2026 afin d'assurer, entre autres, la biosécurité pour la protection de l'environnement et de la santé humaine contre les agents biologiques nuisibles
- Adoption des lignes directrices nationales de biosécurité pour l'évaluation et la gestion des risques liés aux séquences de sélection génétiquement modifiées, en attendant la validation et l'adoption par les parties prenantes.

SENEGAL

- Les parties prenantes ont été formées aux processus réglementaires et décisionnels en matière de biosécurité.

GHANA

- Soutien technique pour l'examen d'une demande qui a conduit à la dissémination dans l'environnement/la mise sur le marché de niébé résistant au foreur de gousse
- Lignes directrices validées sur l'étiquetage des aliments/ingrédients GM

TOGO

- Les demandes de première importation pour le mélange maïs-soja plus (CSB Plus), le boulgour, le soja-fort (SFB) et l'huile végétale en provenance des Etats-Unis et destinés à être des produits dérivés GM pour la consommation humaine ont été approuvées.

ZAMBIE

- Les parties prenantes ont été formées aux processus réglementaires et décisionnels en matière de biosécurité.

ZIMBABWE

- La sensibilisation à la biosécurité et à la biotechnologie a été assurée pour les principales parties prenantes, y compris les comités de portefeuille parlementaires, afin de permettre l'introduction, le test et l'adoption en connaissance de cause des cultures biotechnologiques.

ÉTHIOPIE

- Essais en champ confiné (ECC) approuvés de coton génétiquement modifié (GM) résistant aux insectes et tolérant aux herbicides et ECC de pomme de terre GM résistant au mildiou
- Soutien au renforcement des capacités pour la gestion de la qualité des produits génétiquement modifiés et/ou la surveillance après la dissémination
- Approbation de la dissémination dans l'environnement de maïs GM tolérant à la sécheresse et résistant aux insectes (maïs TELA)
- Approbation et adoption de lignes directrices pour la réglementation des cultures transgéniques

KENYA

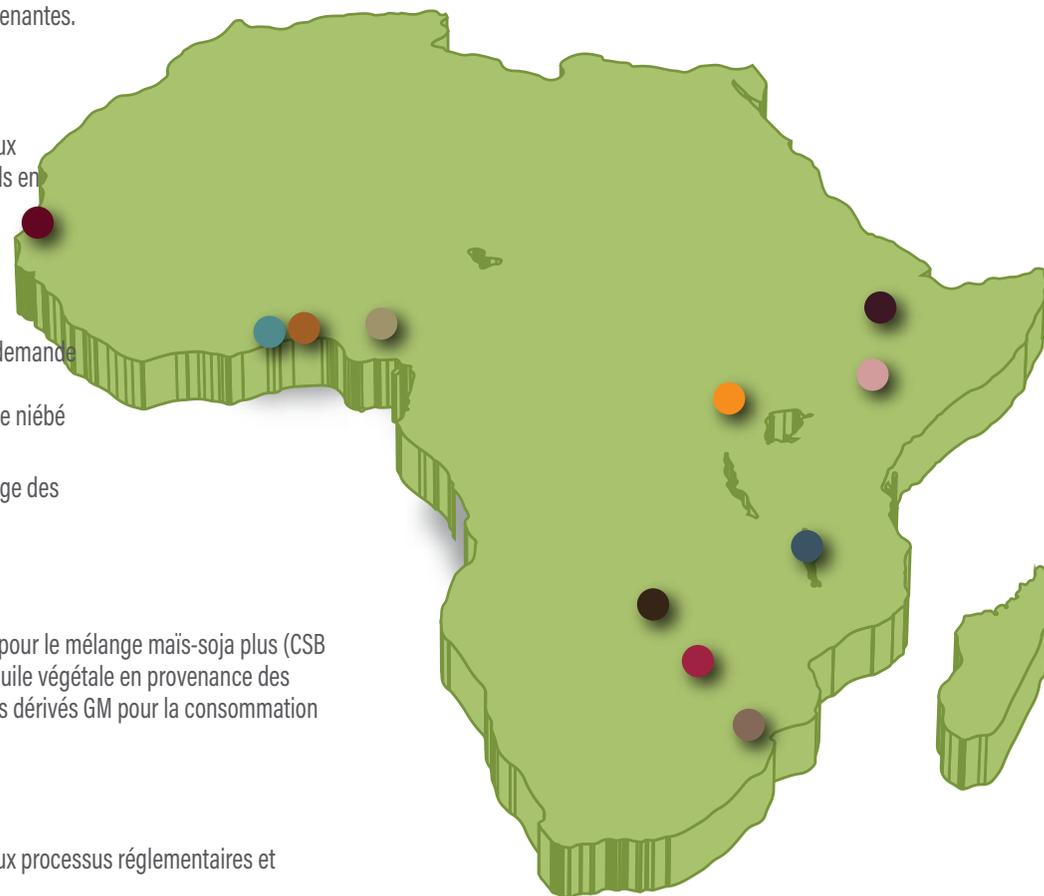
- Soutien à l'élaboration et à la publication d'un document sur la chaîne de valeur de l'industrie du coton au Kenya, en mettant l'accent sur la gestion des produits pour la fourniture en temps voulu de semences de coton hybride Bt de qualité certifiée aux agriculteurs.
- La National Biosafety Authority (NBA) a approuvé la demande de l'Organisation de recherche sur l'agriculture et l'élevage du Kenya (KALRO) pour la dissémination dans l'environnement et la mise sur le marché de maïs Bt protégé contre les insectes
- La NBA du Kenya a approuvé les essais sur le terrain et la multiplication des semences de lignées de maïs modifiées par le génome et d'hybrides de maïs résistant aux maladies
- Approbation d'espèces de bactéries modifiées par génome ayant des capacités accrues de fixation de l'azote pour aider à promouvoir la croissance de la canne à sucre

RWANDA

- Approbation du CFT pour le manioc résistant à la maladie de la striure brune du manioc et à la maladie de la mosaïque du manioc sur trois sites d'essai ainsi que du CFT pour la pomme de terre résistante au mildiou (LBR)
- Approbation de la stratégie nationale pour la mise en œuvre du cadre de biosécurité (document de politique de biosécurité)

MALAWI

- Le Malawi a adopté et publié des lignes directrices sur la réglementation des cultures modifiées par le génome, les caractéristiques superposées, les événements GM et l'évaluation de la sécurité des cultures biotechnologiques.



ESWATINI

- Soutien au renforcement des capacités pour la gestion de la qualité des produits génétiquement modifiés et/ou la surveillance après la dissémination

L'AUDA-NEPAD, qui fait office de secrétariat du Groupe africain des négociateurs de la biodiversité avec la CUA, a apporté son soutien aux États membres de l'UA qui sont parties à la Convention sur la diversité biologique et à ses protocoles (le Protocole de Carthagène sur la biosécurité et le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages des ressources génétiques) dans l'élaboration du Cadre mondial pour la biodiversité post-2020. Ce soutien a consisté à organiser plusieurs réunions préparatoires virtuelles et physiques et des sessions de planification stratégique, à fournir un soutien financier aux délégués pour leur permettre d'assister aux réunions intersessions, ainsi qu'un soutien technique et rédactionnel aux États membres en tant que spécialistes du sujet sur divers points de l'ordre du jour. Ce soutien a permis d'accroître la participation à toutes les réunions/processus et de défendre avec succès les intérêts de l'Afrique en matière de biodiversité et de STI pour le développement socio-économique.

Harmonisation des normes alimentaires pour une sécurité alimentaire accrue en Afrique

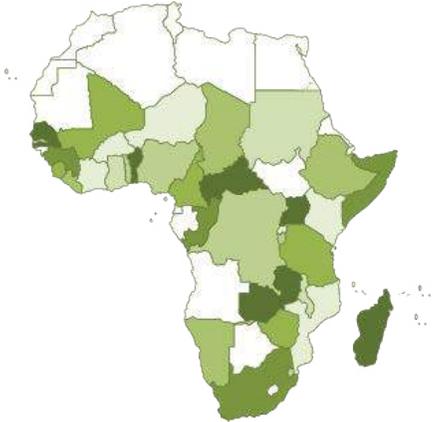
Compte tenu de la création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), l'AUDA-NEPAD a élaboré des lignes directrices continentales pour l'harmonisation des normes de sécurité alimentaire en Afrique. Les lignes directrices visent à aider les pays africains à définir des normes, des réglementations et des législations harmonisées pour adopter des cadres de gestion de la sécurité alimentaire et de la qualité conformes aux exigences du commerce national, régional et international. Les lignes directrices aideront les États membres à convenir d'objectifs réglementaires communs, à réaliser des évaluations des risques sur les produits et processus alimentaires prioritaires et à faciliter l'harmonisation des normes de ces produits au sein des dispositifs institutionnels nationaux, régionaux et internationaux existants. Cela garantira le maintien des engagements au niveau international tout en prenant des mesures concrètes pour aligner les normes alimentaires africaines sur les normes internationales en tenant compte des conditions, systèmes et besoins locaux, le cas échéant.



Restauration des terres et forêts dégradées en Afrique

- 33 pays africains s'engagent à restaurer 129 millions d'hectares de terres et de forêts dégradées d'ici 2030

Trente-trois (33) pays africains se sont engagés dans le cadre de l'initiative de restauration des paysages forestiers africains (AFR100) à restaurer plus de 129 millions d'hectares de terres et de forêts dégradées d'ici 2030. L'AFR100 a développé une plateforme de suivi des progrès réalisés dans la restauration des terres dégradées. Le programme d'accélérateur de terres a fourni des subventions à l'innovation et un mentorat pour autonomiser 100 femmes et jeunes entrepreneurs en matière de restauration provenant de 27 pays AFR100. L'AUDA-NEPAD a également participé à la 15ème Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification qui s'est tenue à Abidjan, en Côte d'Ivoire, en mai 2022, afin de faire connaître et de renforcer la voix de l'Afrique dans la lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse.



Accès à l'eau potable et à l'énergie propre

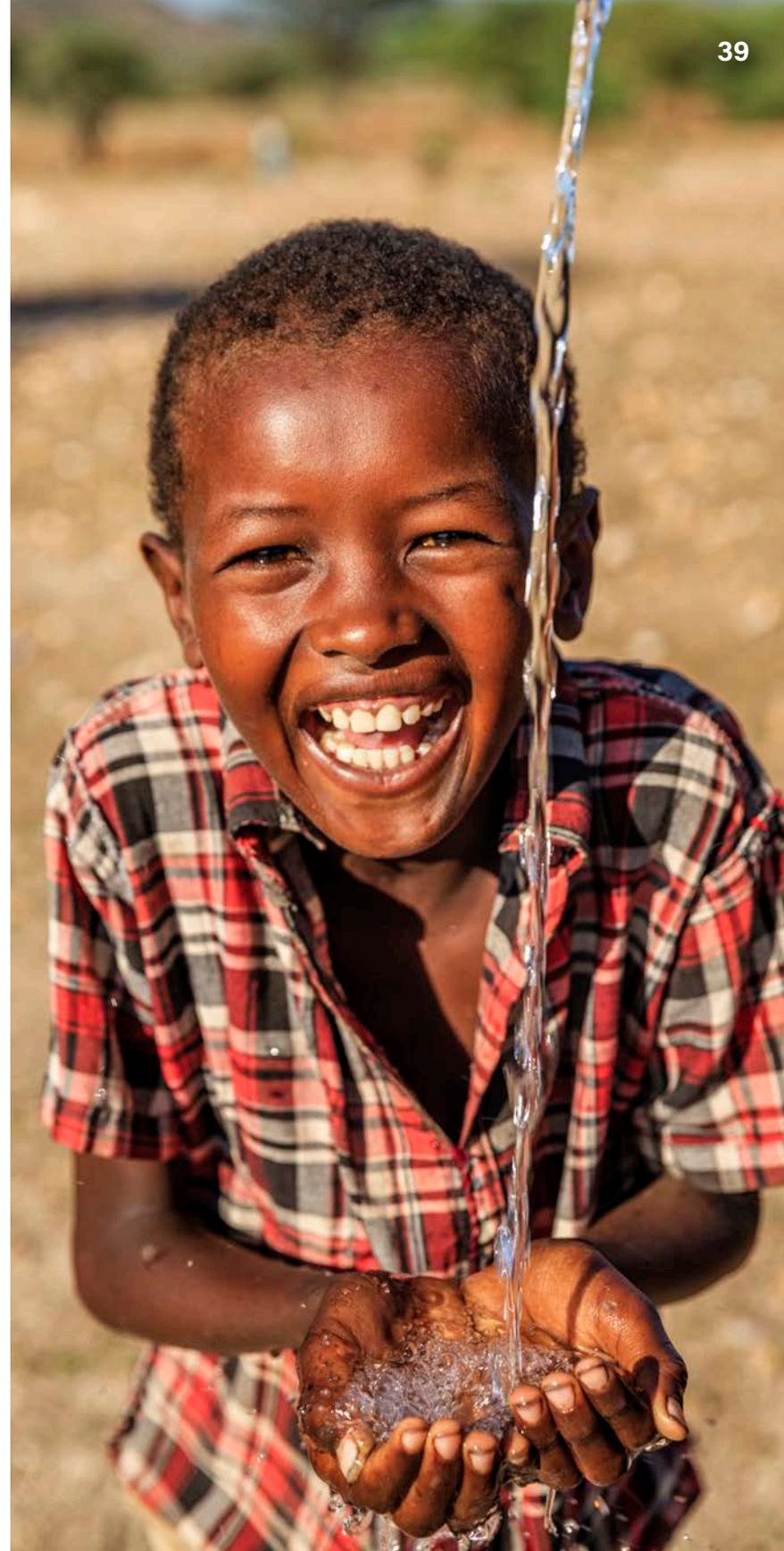
- Un établissement de soins de santé au Nigeria équipé d'un système solaire PV pour subvenir aux besoins des personnes déplacées à l'intérieur du pays.



En promouvant les interventions en matière d'énergie renouvelable, conformément à la vision africaine d'augmenter l'accès à 80 % des utilisateurs domestiques et 90 % des industries d'ici 2040, l'AUDA-NEPAD a déployé des solutions hors réseau pour fournir de l'électricité abordable à usage domestique et productif afin de stimuler une croissance économique durable et de renforcer la résilience des communautés mal desservies

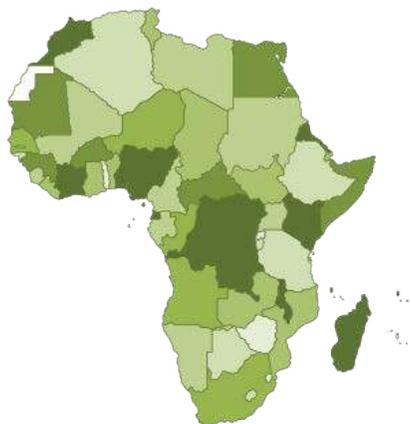
Pour atténuer les effets de la crise humanitaire croissante au Nigeria causée par la COVID-19 et l'insurrection, l'Agence a installé un autre projet de système solaire dans l'État de Nasarawa, l'un des États dans lesquels sont établis des camps de déplacés dans

leur pays. L'établissement de santé a été équipé d'un système solaire PV pour fournir des soins de santé d'urgence et complexes à des milliers de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI). L'établissement sert également de centre de formation pour les médecins spécialistes, les pharmaciens, les infirmières, les scientifiques de laboratoire médical et les référents d'autres hôpitaux généraux et privés dans les États du nord du Nigeria, qui ont un faible accès à l'énergie et ne disposent pas d'un approvisionnement en eau propre.



Suivi des engagements agricoles pour accélérer la croissance et la transformation de l'agriculture

• Suivi de l'évolution des objectifs et cibles agricoles à atteindre d'ici 2025 dans le cadre de la Déclaration de Malabo



Un soutien technique a été fourni pour l'élaboration et la diffusion du troisième rapport d'examen biennal du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) en partenariat avec la CUA. Le rapport vise à suivre les progrès réalisés individuellement par les États membres et les performances collectives dans la réalisation de la Déclaration de Malabo sur la croissance agricole accélérée. Le PDDAA est une initiative continentale de l'Agenda 2063 qui vise à aider les pays africains à éliminer la faim et à réduire la pauvreté en boostant la croissance économique grâce à une augmentation des investissements publics dans l'agriculture d'un minimum de 10 % des budgets nationaux, et à augmenter la productivité agricole d'au moins 6 %. Sur les 51 États membres qui ont présenté un rapport, 25 ont enregistré des scores accrus entre les cycles d'examen de 2019 et 2021. Cela reflète l'engagement des États membres à accélérer la croissance et la transformation de l'agriculture. Cependant, à mi-chemin de l'échéance de 2025, le continent doit être sur la bonne voie pour atteindre les buts et objectifs de Malabo. Outre la fourniture d'une assistance technique aux points focaux régionaux du rapport biennal, l'AUDA-NEPAD a apporté son soutien à l'intégration de la pêche et de l'aquaculture dans le processus de révision biennale du PDDAA. Par ailleurs, des études de faisabilité sur deux projets d'investissement pilotes en Ouganda et au Niger visant à intégrer des stratégies de gestion des risques dans les plans de développement et d'investissement nationaux ont été finalisées et évaluées au niveau national dans le cadre du programme de gestion des risques liés à l'agriculture et à l'insécurité alimentaire.





Engagements avec les chefs d'État et de gouvernement

En 2022, la Secrétaire exécutive de l'AUDA-NEPAD a rencontré les chefs d'État et de gouvernement de 13 (13) États membres de l'UA, à savoir : Le Botswana, la République du Congo, la République démocratique du Congo, la Guinée équatoriale, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Malawi, le Niger, le Nigeria, le Rwanda, la Zambie et le Zimbabwe.

Ces engagements de haut niveau ont permis de discuter des questions de développement national, régional et continental, et de convenir de stratégies et d'actions que l'AUDA-NEPAD peut faciliter ou entreprendre.

L'une des observations a été la nécessité d'établir un mécanisme qui permettra à l'AUDA-NEPAD d'identifier, d'évaluer et de répondre systématiquement aux besoins des États membres, en s'appuyant sur un dialogue régulier. Les chefs d'État se sont engagés à soutenir les programmes phares de l'AUDA-NEPAD, notamment l'initiative Energise Africa, et les programmes d'infrastructure et d'industrialisation de l'AUDA-NEPAD qui ont été approuvés lors du sommet de l'UA à Niamey, au Niger.

La Secrétaire exécutive a participé activement au G20 et a assuré le leadership dans plusieurs regroupements et réunions de haut niveau. Dans ce contexte, la Secrétaire exécutive a réaffirmé l'engagement de l'AUDA-NEPAD, en tant qu'Agence de développement de l'Union africaine, à soutenir les États membres de l'UA en leur fournissant les informations et les analyses nécessaires pour assurer une participation et une contribution remarquables de l'Afrique aux plateformes géopolitiques et économiques mondiales telles que le G20.



S.E. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda et président du HSGOC du NEPAD



S.E. Macky Sall, Président de la République du Sénégal et Président de l'Union africaine en 2022



S.E. Moussa Faki Mahamat, Président de la Commission de l'Union africaine



S.E. Mokgweetsi Masisi, Président de la République du Botswana



S.E. Denis Sassou Nguesso, Président de la République du Congo



S.E. Felix Tshisekedi, Président de la République démocratique du Congo



S.E. Teodoro Obiang Mbasogo, Président de la République de Guinée équatoriale



S.E. Abiy Ahmed, Premier ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie



S.E. Nana Akufo-Addo, Président de la République du Ghana



S.E. William Samoei Ruto, Président de la République du Kenya



L'honorable Raila Odinga, ancien Premier ministre du Kenya et Haut représentant de l'UA pour le développement des infrastructures



S.E. Mohamed Bazoum, Président de la République du Niger



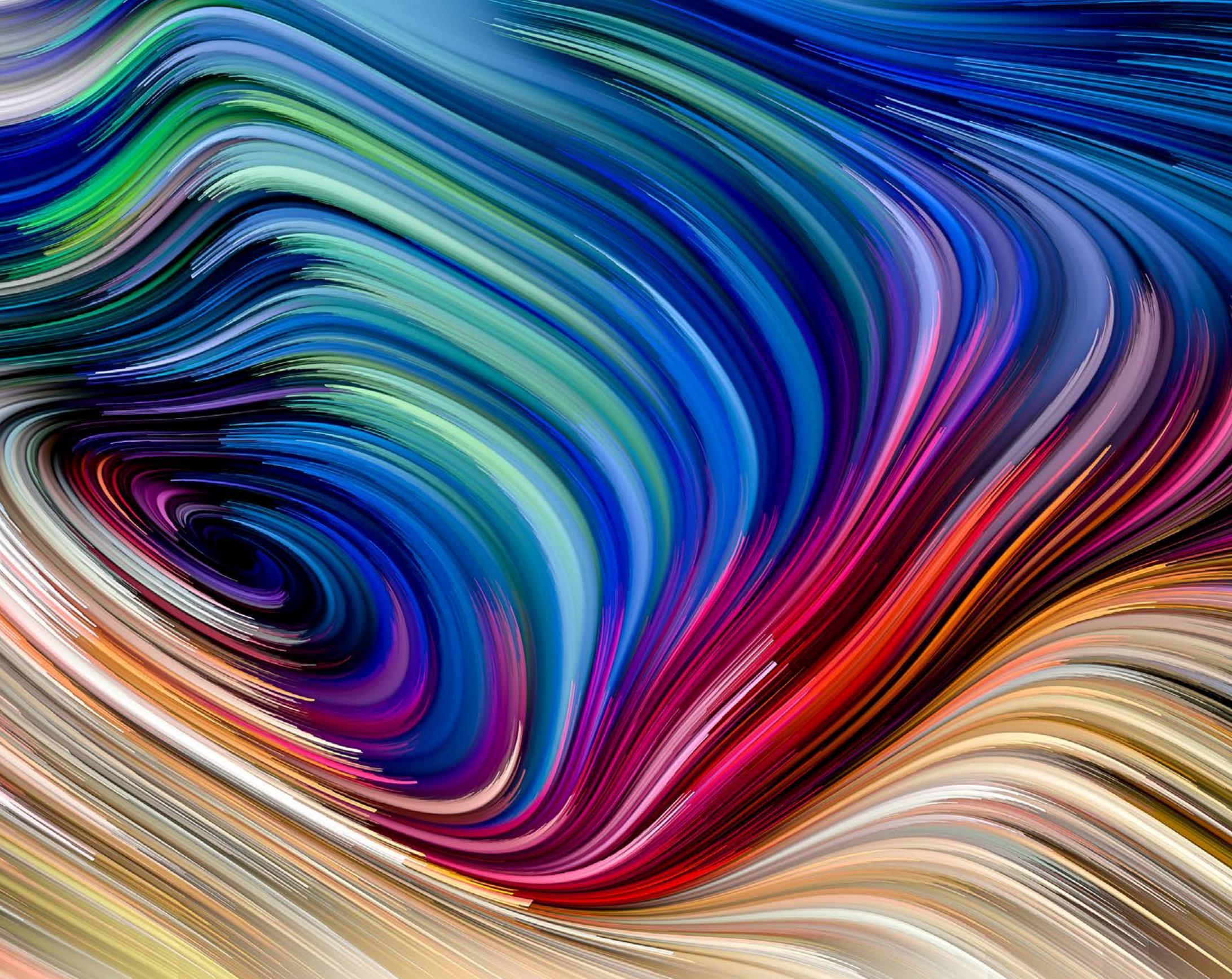
S.E. Samia Suluhu, Présidente de la République unie de Tanzanie



S.E. Hakainde Hichilema, Président de la République de Zambie



S.E. Emmerson Dambudzo Mnangagwa, Président de la République du Zimbabwe



Partenariats et mobilisation des ressources

L'AUDA-NEPAD a continué à tirer parti des partenariats pour la mobilisation des ressources et la coopération technique, au profit des programmes prioritaires continentaux et de facto des États membres de l'UA. La stratégie de partenariat et de mobilisation des ressources de l'AUDA-NEPAD se concentre sur une approche gagnant-gagnant en alignant les priorités établies par les organes politiques des États membres de l'UA avec celles des partenaires par le biais de partenariats et d'alliances stratégiques.

L'AUDA-NEPAD adopte une approche dynamique de la mobilisation des ressources et de l'engagement du secteur privé afin de développer un pipeline de financement adéquat avec des fenêtres de financement opportunes et prévisibles. Le développement d'une stratégie d'engagement du secteur privé à l'échelle de l'organisation est en cours. Dans le cadre de ce travail, l'AUDA-NEPAD s'efforce d'établir, de rendre opérationnelles et de renforcer les plateformes du secteur privé dans les domaines de l'infrastructure, de la logistique sanitaire et des systèmes alimentaires.

Des visites de travail et des voyages d'étude ont été entrepris auprès d'agences européennes et d'agences de développement européennes (EU INTPA, BMZ, KfW, GIZ, EEAS, AFP) afin de renforcer la collaboration entre l'AUDA-NEPAD et Team Europe ainsi que l'échange de connaissances pour développer un programme de soutien complet pour déployer la stratégie de mobilisation des ressources de l'AUDA-NEPAD. Les visites de travail et les engagements ont été étendus aux institutions multilatérales et financières basées aux États-Unis (Banque Mondiale, IFC, Chambre de Commerce des États-Unis, Corporate Council on Africa, US International Development Finance Corporation) à Washington DC.

L'AUDA-NEPAD a également participé au sommet des leaders américains et africains qui s'est tenu sous le thème "Renforcer les partenariats pour répondre aux priorités partagées". Le Sommet a été l'occasion de renforcer les liens avec les dirigeants africains, de consolider les efforts de collaboration avec les institutions et les partenaires basés aux États-Unis ainsi qu'avec les principales organisations du secteur privé dans divers domaines stratégiques, notamment la santé, la technologie et l'innovation et le développement des jeunes.



Aperçu des partenariats et des alliances

Agence présidentielle de coopération internationale de Colombie APC-Colombie



L'Agence présidentielle de coopération internationale de Colombie (APC-Colombie) a apporté son soutien dans les domaines de l'entrepreneuriat et de l'économie orange ainsi que de l'agriculture et de la production. L'APC Colombie a plus particulièrement soutenu le travail de l'AUDA-NEPAD sur les chaînes de valeur de l'aquaculture en Afrique de l'Est.

Banque africaine d'import-export (Afreximbank)



L'initiative Energise Africa - un nouveau programme phare de l'AUDA-NEPAD visant à exploiter le potentiel des jeunes et à redynamiser le secteur public et privé - a été lancée conjointement avec la Banque africaine d'import-export (Afreximbank). Afreximbank a accordé une subvention de 205.000 dollars E-U. Les partenaires d'Energise Africa comprennent la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), ECOBANK, EQUITY, GIZ et TDB.

Banque africaine de développement (BAD)



La Banque africaine de développement (BAfD) a mis à disposition deux facilités pour accélérer le déploiement du mécanisme de prestation de services (7 millions USD) et du plan directeur continental (5 millions USD)

Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)



L'AUDA-NEPAD a approfondi les domaines de collaboration avec le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pour le thème de l'année 2023 de l'UA "Accélération de la mise en œuvre de la ZLECAf" afin d'éliminer les obstacles au commerce en Afrique.

Fondation Bill et Melinda Gates



L'AUDA-NEPAD a renforcé le partenariat avec la Fondation Bill et Melinda Gates sur quatre projets dans les domaines de l'agriculture et des systèmes alimentaires et des soins de santé. 5,5 million de dollars US ont été débloqués pour financer le travail sur la surveillance de la sécurité intelligente des vaccins

Ministère fédéral de la coopération économique et du développement (BMZ)



Le ministère fédéral de la coopération économique et du développement (BMZ) soutiendra le PIDA PAP II et la mise en place de l'African Project Development Facility de l'AUDA-NEPAD

Agence belge de développement (ENABEL)



L'agence belge de développement (ENABEL) a signé un protocole d'accord avec l'AUDA-NEPAD pour collaborer dans les domaines suivants : réglementation des médicaments et des vaccins, et production de vaccins ; agriculture et développement rural ; EFTP et éducation, formation et emploi ; énergie renouvelable ; numérisation ; croissance inclusive ; paix, stabilité et institutions fortes ; et mobilité humaine.

Corporate Council on Africa



Le Corporate Council on Africa soutiendra le préfinancement des études de faisabilité des projets et l'accélération de la préparation des projets pour stimuler le commerce et renforcer la régularisation des produits de santé en Afrique

Société internationale de financement du développement des États-Unis (DFC)



La société internationale de financement du développement (DFC) des États-Unis s'est engagée à soutenir AMA, AMRH, PMPA, Energise Africa, le développement des infrastructures numériques, la mobilisation de la diaspora, ainsi que la faisabilité et la préparation des projets jusqu'à leur bancabilité. DFC a signé un accord pour fournir une garantie aux MPME en Afrique de l'Est pour un montant de 74 millions de dollars

Union européenne



L'Union européenne et l'AUDA-NEPAD ont signé une subvention de 5 millions d'euros pour le programme d'harmonisation de la réglementation des médicaments en Afrique et l'opérationnalisation de l'Agence africaine des médicaments afin de garantir la fourniture de produits médicaux sûrs et de qualité en Afrique. L'AUDA-NEPAD a engagé le soutien de l'UE pour le renforcement des capacités institutionnelles en vue de préparer le développement d'un programme continental de soutien global dans le cadre du programme de partenariat Afrique UE.

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)

L'AUDA-NEPAD et la GIZ ont poursuivi leur partenariat dans le cadre de l'initiative "100.000 PME pour 1 million d'emplois", de l'enseignement technique et professionnel agricole pour les femmes (ATVET4W), Projet de saisie des données, de l'Accélérateur de solutions locales (ASL) pour les pandémies, de l'Initiative pour les compétences en Afrique (SIFA) et du Programme pour le développement des infrastructures (PIDA).



G20 et B20

L'AUDA-NEPAD a participé à la réunion ministérielle spéciale sur les opportunités émergentes et s'est engagé auprès d'un large éventail d'acteurs publics et privés participant au G20 et au B20 pour renforcer la voix de l'Afrique dans la construction de systèmes alimentaires résilients.

Agence japonaise de coopération internationale (JICA)

L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) a collaboré avec plusieurs programmes, notamment le programme d'intégration régionale (IR), l'initiative Africa Kaizen (AKI), l'initiative pour la nutrition et la sécurité alimentaire en Afrique (IFNA), l'initiative d'accélérateur de solutions locales (SL) pour la résilience aux pandémies, Policy Bridge Tank et des événements parallèles conjoints en marge de la TICAD8.



Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)

La Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) continuera à soutenir l'Initiative pour l'acquisition de compétences en Afrique (SIFA) et à mettre en œuvre le financement des innovations pour la SIFA (120 millions USD).



Affaires étrangères norvégiennes et Agence norvégienne de coopération au développement (NORAD)

Les Affaires étrangères norvégiennes, l'Agence norvégienne de coopération au développement (NORAD) et l'AUDA-NEPAD ont



identifié de nouveaux domaines de partenariat

Communautés économiques régionales

L'AUDA-NEPAD s'est engagé avec les représentants des divisions de mobilisation des ressources de toutes les CER et a élaboré une proposition de financement de 800 millions d'euros dans les six domaines prioritaires de l'UE en Afrique subsaharienne, à savoir le transport, les TIC, l'agriculture, le commerce, l'énergie et le secteur privé, pour une mise en œuvre accélérée de l'Agenda 2063

Agence espagnole de coopération internationale pour le développement

L'AUDA-NEPAD a entrepris avec succès la clôture du projet d'incubateurs d'entreprises pour les femmes (BIAWE) du Fonds espagnol du NEPAD pour l'autonomisation des femmes africaines, qui a fonctionné pendant 15 ans pour faire progresser les droits des femmes et leur autonomisation économique. Une proposition pour la deuxième phase de financement a été soumise à l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID)



Agence suédoise de développement international (ASDI)

L'AUDA-NEPAD et l'Agence suédoise de développement international (ASDI) ont convenu, après 3 phases de projet consécutives sur les indicateurs africains de la science, de la technologie et de l'innovation (phases 1-3 ; 2007-2019), de s'associer à la 4ème phase (2021-2025). La subvention totale approuvée par la Suède est estimée à 70 000 000 SEK. L'objectif général est d'améliorer le système de mesure de la STI parmi les pays les moins avancés et ceux qui ont une faible visibilité en matière de STI en vue de l'alignement des politiques et conformément aux cadres régionaux et continentaux de la STI. D'ici la fin 2025, au moins 50 États membres de l'UA participeront au programme ASTII.



Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

L'AUDA-NEPAD a signé un protocole d'accord avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) en marge de la 77e Assemblée générale des Nations unies à New York, afin de relever les défis en matière d'éducation, de nutrition et de soins de santé auxquels sont confrontés les enfants et les jeunes en Afrique. L'accord triennal vise à renforcer les solutions africaines, pour les enfants africains, en améliorant l'accès à l'assistance technique et en encourageant la coopération régionale et internationale



Banque mondiale

La Banque mondiale s'est engagée à soutenir au moins trois projets PAPII du PIDA pour le renforcement des capacités, notamment des CER. Cela comprend également le soutien à 4 piliers, notamment les infrastructures, le climat et la dimension de genre (PNIA, chaînes de valeur Reg) les systèmes alimentaires, les investissements (secteur privé) les approches multidimensionnelles et sectorielles



Programme alimentaire mondial

L'AUDA-NEPAD et le Programme alimentaire mondial ont collaboré à la finalisation des lignes directrices sur les aliments produits à domicile et destinés aux écoles. En outre, des activités conjointes de plaidoyer ont été entreprises à l'appui de l'Année de l'UA 2022 sous le thème "Renforcer la résilience en matière de nutrition sur le continent africain" ainsi que la position commune de l'Afrique lors du Sommet sur les systèmes alimentaires.



Accord tripartite entre l'AUDA-NEPAD, le Commonwealth et la CNULCD

Six piliers d'investissement pour l'initiative de la Grande Muraille verte dans la Communauté de développement de l'Afrique australe (IAGMV SADC) ont été identifiés dans le cadre du partenariat tripartite entre l'AUDA-NEPAD, le Commonwealth et la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD). Il s'agit de l'eau pour tous, de l'accès aux énergies renouvelables, des écosystèmes productifs et résilients (terre et biodiversité), des infrastructures vertes résistantes au climat, du renforcement de la productivité agricole et des systèmes alimentaires résilients, du développement économique et commercial transformateur.



Partenariat de recherche universitaire N8

L'AUDA-NEPAD collabore au Partenariat de recherche universitaire N8 visant à soutenir le développement économique et sociétal au moyen de l'innovation et de la recherche pratique avec des universités conçues pour apporter des solutions aux défis de l'Afrique. Le Partenariat de recherche universitaire N8 est une collaboration des huit universités les plus actives dans le domaine de la recherche dans le nord de l'Angleterre : Université de Durham, Université de Lancaster, Université de Leeds, Université de Liverpool, Université de Manchester, Université de Newcastle, Université de Sheffield et Université de York.



Repenser la coopération au développement et les partenariats internationaux



En 2022, S.E. Macky Sall, Président du Sénégal et Président de l'UA, a formulé des recommandations sur le financement du développement de l'Afrique, notamment sur les questions de la dette, de la fiscalité, du redressement postpandémique, du changement climatique, de la gouvernance, des barrières commerciales et de la migration. En réponse directe, l'AUDA-NEPAD, en collaboration avec la CUA et avec le soutien de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), du Centre de développement de l'OCDE et de l'UE, a élaboré un document conceptuel sur la manière de repenser la coopération au développement et les partenariats internationaux. Le document a été lancé lors d'un dialogue de haut niveau à l'Université de Columbia en marge de la 77ème Assemblée générale des Nations Unies, aux côtés de S.E. Dr Monique Nsanzabaganwa, Vice-présidente de la CUA, du Prof. Jeffrey Sachs et de dignitaires de haut niveau représentant des institutions de recherche et des universités. Le document aborde la manière dont l'Afrique devrait se repositionner au sein du système international et exploiter son potentiel pour mieux participer à l'économie mondiale. Dans ce processus, il est nécessaire d'examiner comment harmoniser le soutien à l'Afrique et promouvoir l'autosuffisance de l'Afrique par le biais d'investissements dans l'amélioration des capacités productives. L'accès à de nouvelles voies pour le financement du développement est une piste qui permettrait de réévaluer la relation entre l'Afrique et ses partenaires au développement.

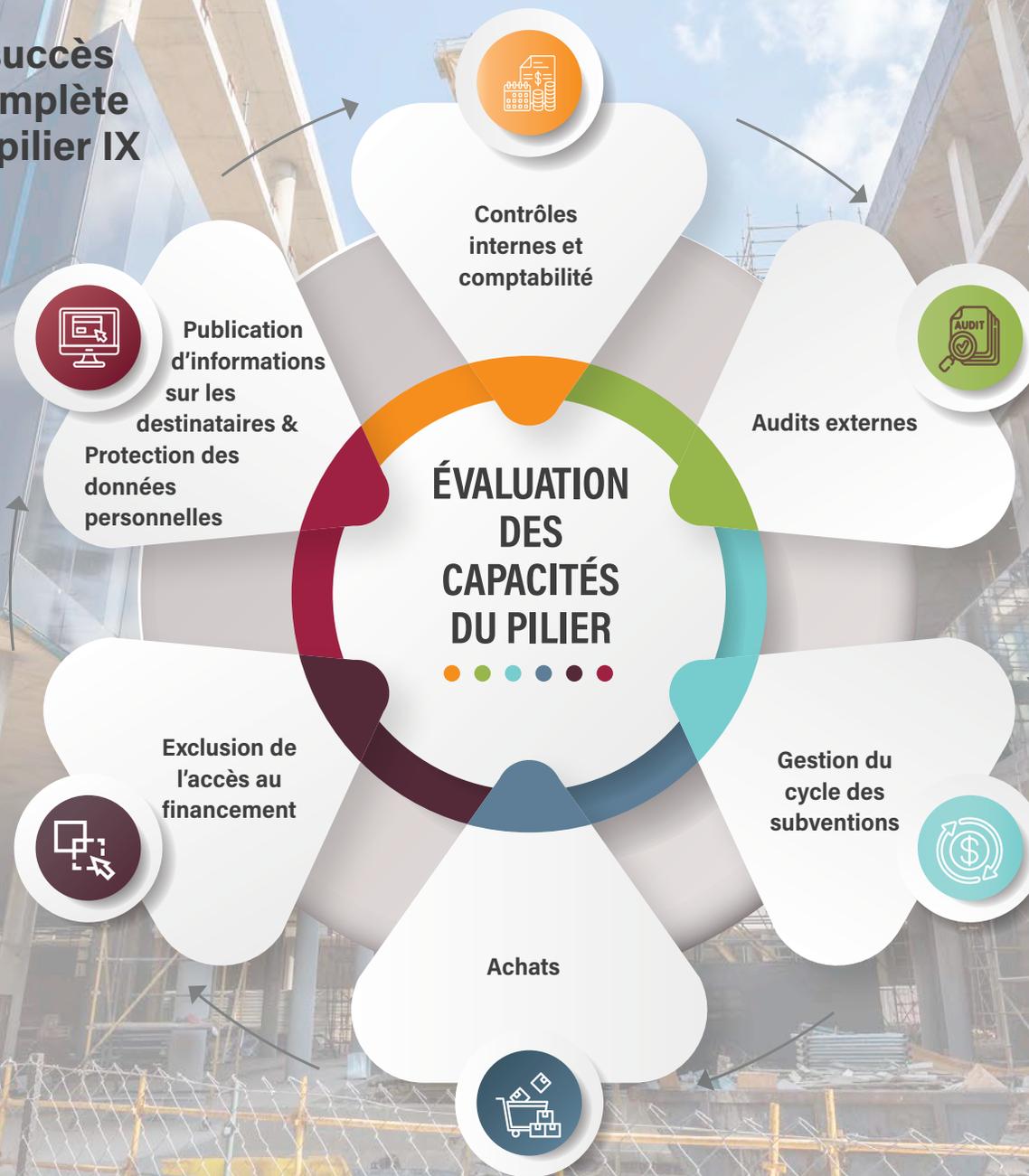




Amélioration institutionnelle vers l'excellence opérationnelle

Grâce au programme de transformation de la numérisation, l'Agence a entrepris avec succès une évaluation complète des capacités du pilier IX de l'UE dans les domaines des contrôles internes, de la comptabilité, des audits externes, de la gestion du cycle des subventions, de la passation de marchés, de l'exclusion de l'accès au financement, de la publication d'informations sur les bénéficiaires et de la protection des données personnelles.

**A entrepris avec succès
une évaluation complète
des capacités du pilier IX
de l'UE**



Sensibilisation aux médias sociaux



1,000,000
utilisateurs

se sont connectés
sur la plateforme
web des
connaissances de
l'AUDA-NEPAD

164,000
vues

du Portail africain des
compétences pour l'emploi et
l'entrepreneuriat des jeunes -
ASPYEE sert de centre de
connaissances pour partager
des approches éprouvées au
niveau national.



178,000
followers
combinés



sur les médias sociaux de l'AUDA-
NEPAD et de la Secrétaire
Exécutive - CEO



Domaines d'intervention stratégiques 2023 - 2024

L'AUDA-NEPAD s'efforce de rester flexible, dynamique et réactif aux besoins de développement des États membres de l'UA, en s'appuyant sur son mandat qui consiste à promouvoir la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et à engendrer un impact transformateur inclusif et axé sur les personnes. Pour ce faire, l'Agence devra instituer un mécanisme plus souple pour évaluer et répondre aux priorités et aux besoins des États membres de l'UA. En outre, des efforts spécifiques seront déployés pour renforcer la capacité technique et financière de l'Agence à remplir son mandat en adoptant une approche intégrée du développement. Des efforts seront déployés pour renforcer la présence de l'AUDA-NEPAD au niveau régional et national ainsi que pour exploiter les ressources humaines de l'Afrique afin de promouvoir l'autonomisation des jeunes et des femmes, le développement de l'esprit d'entreprise, la révolution des compétences induite par les STI et l'industrialisation.

S'appuyant sur les acquis à ce jour - de l'élaboration et de la promotion des politiques et stratégies continentales à la direction de la mise en œuvre de l'Agenda 2063, l'AUDA-NEPAD souhaite vivement aider les pays africains à renforcer leurs capacités d'innovation, avec pour objectif de promouvoir les innovations locales et d'accroître ainsi la fabrication, les emplois et les moyens de subsistance pour tous.

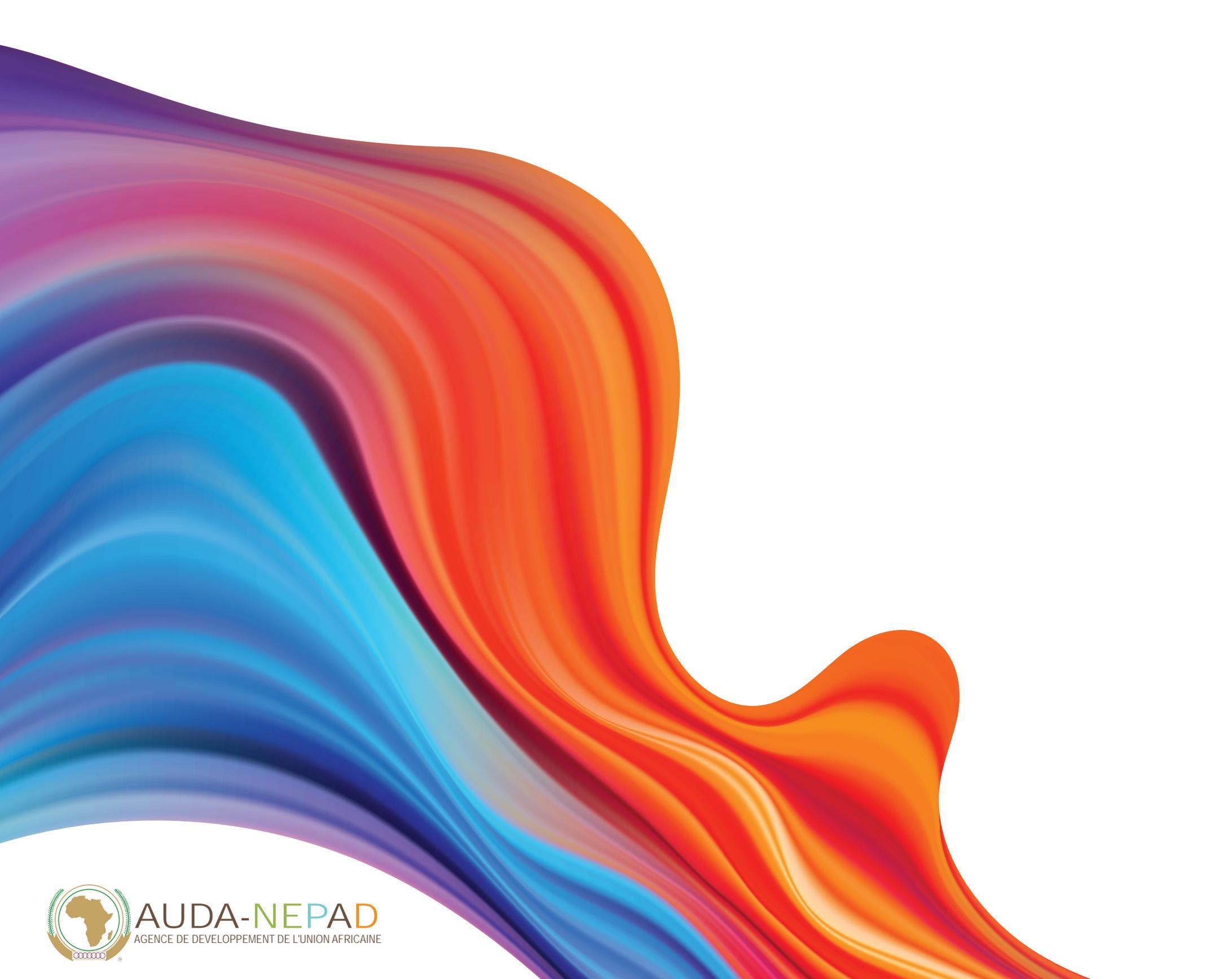
L'innovation technologique n'a jamais été aussi importante si l'Afrique veut devenir résolument compétitive au niveau mondial tout en bénéficiant de la ZLECAf. Les pays africains sont en train de passer à des économies basées sur la connaissance à des rythmes différents, ce qui nécessite d'améliorer les capacités d'innovation scientifique et technologique afin de stimuler l'industrialisation et le développement.

Une telle orientation stratégique signifie que l'AUDA-NEPAD mettra fortement l'accent sur le capital humain et les institutions ; l'industrialisation et les infrastructures ; l'environnement, la résilience et l'adaptation au climat ; les systèmes alimentaires et l'agriculture, avec la science, la technologie et l'innovation comme moteur.

En outre, dans le cadre de la domestication et de la mise en œuvre de l'Agenda 2063, l'accent sera mis sur l'accélération de la mise en œuvre des cadres existants (par exemple, le PIDA PAP 2, le PDDAA, l'AIDA et le STISA-24) ; l'élaboration et la mise en œuvre de programmes catalyseurs en réponse aux besoins de développement des États membres ; la promotion des pratiques de planification stratégique et d'élaboration de scénarios, et la réalisation d'études spécialisées - par exemple sur l'impact du libre-échange sur les économies nationales - dans le cadre de l'accélération de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

L'Agence développera et mettra également en œuvre des initiatives spécifiques, telles que Energise Africa - qui vise à exploiter le potentiel de la jeunesse et à redynamiser le secteur public et privé ; et le programme global Triple Nexus axé sur les conflits, la paix et le développement. En outre, une prime sera accordée à l'optimisation des bénéfices tirés des forums stratégiques tels que la Conférence des Parties (COP 27 et COP28), le Sommet de l'Union africaine sur l'industrialisation et la diversification économique, et les plateformes de financement des infrastructures en Afrique.

Comme condition préalable à l'exécution efficace de son mandat, l'Agence adhérera aux valeurs qui sous-tendent l'efficacité et l'efficience opérationnelles. En conséquence, le modèle de prestation de l'AUDA-NEPAD sera amélioré, et une structure organisationnelle adaptée sera définie avec les capacités requises. En outre, l'Agence renforcera ses capacités à mobiliser un financement prévisible et durable, en partie grâce à l'opérationnalisation du Fonds de développement de l'AUDA et à l'institutionnalisation du financement statutaire des activités de l'Agence par les États membres de l'UA. Dans toutes les actions entreprises par l'AUDA-NEPAD, la coordination et le partenariat renforcés avec les CER et la CUA resteront un facteur de réussite essentiel et seront poursuivis de manière constante. Toutes ces stratégies permettront de réorganiser, d'élaborer des stratégies et de trouver des solutions appropriées qui permettront à l'Agence de remplir avec succès le mandat qui lui est dévolu.



AUDA-NEPAD
AGENCE DE DEVELOPPEMENT DE L'UNION AFRICAINE